

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

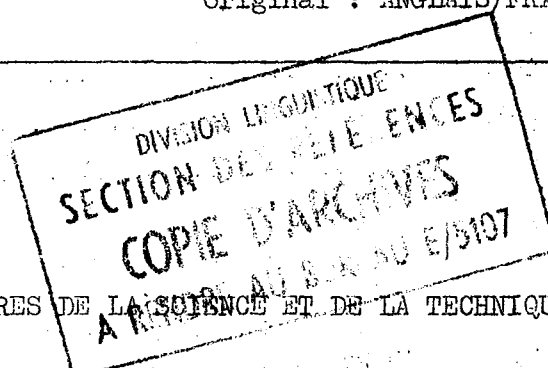


Distr.
GENERALE

E/CN.4/1199
2 février 1976

Original : ANGLAIS/FRANCAIS/RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 11 de l'ordre du jour provisoire



DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Equilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et
l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 4	1
I. NATURE DU PROBLEME	5 - 29	4
II. PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE ET DIGNITE ET VALEUR DE LA PERSONNE HUMAINE	30 - 49	13
III. LES PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE ET LE DROIT A L'EGALITE	50 - 55	20
IV. LES PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE ET LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES	56 - 91	22
1. Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme	56 - 59	22
2. Article 5	60 - 61	23
3. Article 10 et article 11, paragraphe 1)	62 - 64	24
4. Article 12	65 - 71	25
5. Article 16, paragraphe 1).....	72 - 75	26
6. Article 17, paragraphe 1).....	76 - 78	28
7. Article 18	79 - 81	28

Table des matières (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
IV. (suite)		
8. Article 19	82 - 85	30
9. Article 20, paragraphe 1)	86 - 87	31
10. Article 21	88 - 91	31
V. LES PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE ET LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS	92 - 119	33
1. Article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme	92 - 94	33
2. Article 24	95 - 96	33
3. Article 25	97 - 107	34
4. Article 26, paragraphes 1 et 2 et article 27	108 - 119	36
VI. DE QUELQUES PROBLEMES PARTICULIERS LIES AU PROGRES SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	120 - 146	44
1. Respect de l'intégrité des nations face aux progrès des techniques d'enregistrement et autres.	120 - 122	44
2. Détérioration de l'environnement	123 - 130	45
3. L'explosion démographique	131 - 136	48
4. La puissance destructrice croissante des armes modernes	137 - 140	50
5. Dangers dus aux rayonnements nucléaires	141 - 146	51
VII. METHODES ADOPTEES OU PROPOSEES EN VUE DE PROTEGER, AU NIVEAU NATIONAL, LES DROITS DE L'HOMME CONTRE LES MENACES QUE FONT PESER LES PROGRES RECENTS DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE*	147 - 188	
1. Méthodes déjà exposées	147 - 149	
2. Le besoin de contrôles supplémentaires et les problèmes qui en découlent	150 - 169	
3. Mécanismes d'évaluation et de contrôle	170 - 188	

* Les chapitres VII à X seront publiés sous la cote E/CN.4/1199/Add.1.

Table des matières (suite)

	<u>Paragraphes</u>
VIII. LES UTILISATIONS EVENTUELLES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE MODERNES AU SERVICE DE LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME*	189 - 197
IX. ACTION EVENTUELLE AU NIVEAU INTERNATIONAL*.....	198 - 230
1. Déclaration sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique	198 - 212
2. Mécanisme d'évaluation et de contrôle	213 - 230
X. RESUME DES CONCLUSIONS*.....	231 - 232

* Les chapitres VII à X seront publiés sous la cote E/CN.4/1199/Add.1.

INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été établi en application du paragraphe 1 d) de la résolution 2450 (XXIII) du 18 décembre 1968, par laquelle l'Assemblée générale invitait le Secrétaire général à entreprendre une étude en ce qui concerne "l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité". Le rapport pourra être révisé après examen par la Commission des droits de l'homme.

2. Le 27 mars 1975, le Secrétaire général a demandé aux gouvernements s'ils étaient disposés à contribuer par des communications ou des études à l'établissement du rapport. Il a adressé des demandes analogues, le 2 avril 1975, à l'Organisation internationale du travail, à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et, le 15 avril 1975, à certaines organisations non gouvernementales. Au 31 décembre 1975, des réponses pertinentes avaient été reçues des gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, d'Israël, du Soudan, de la Thaïlande et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ainsi que de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de la Communauté internationale Baha'i et du Conseil international des unions scientifiques.

3. Des observations écrites sur la question ont été sollicitées et reçues des personnalités suivantes (appelées dans le présent rapport "correspondants") : M. Eric Burhop, professeur de physique à l'Université de Londres, président de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques; M. Jacques Errera, professeur de chimie et de physique de l'Université de Bruxelles, et M. Lesjek Kasprzyk, professeur à l'Académie des sciences, Varsovie.

4. En outre, d'éminents experts internationaux se sont réunis à Genève, du 15 au 19 septembre 1975 pour examiner cette question. Ces experts étaient : le regretté M. René Maheu, ancien directeur général de l'UNESCO (président); M. Kazuhiko Atsumi, directeur de l'Institut d'électronique médicale, Faculté de médecine, Université de Tokyo; M. H. Bentley Gass, professeur de biologie à l'Université de l'Etat de New York, à Stony Brook; M. Hector Gros Espiell, secrétaire général de l'OPANAL (Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, Traité de Tlatelolco); M. Peter Kaptisa, membre du Presidium de l'Académie des sciences, directeur de l'Institut pour les problèmes de physique, URSS; M. Thomas A. Lambo, directeur général adjoint de l'OMS. A la fin de ses délibérations, ce groupe d'experts (appelé ci-après "le Groupe") a adopté une déclaration. Bien que le Groupe ait été réuni par le Secrétariat des Nations Unies, ce dernier ne souscrit pas nécessairement à cette déclaration sous tous ses aspects. Certaines parties en sont mentionnées aux endroits appropriés du présent rapport. Le texte complet en est le suivant :

"1. Les progrès scientifiques et techniques de l'humanité sont un élément essentiel du progrès intellectuel, spirituel, culturel et moral de la personne humaine. Il convient d'examiner l'interconnexion et l'interdépendance de ces éléments, c'est-à-dire la façon dont chacun d'eux influence les autres. Certains progrès scientifiques et techniques, comme ceux qui sont énumérés

au paragraphe 5 ci-après, impliquent des risques pour les droits de la personne humaine, pour le bien-être de la société et pour la condition humaine tout entière.

2. Si les progrès scientifiques et techniques représentent un élément moteur du développement humain, le choix des valeurs, des objectifs et des idéaux - en d'autres termes le sens des aspirations d'une société donnée à un moment donné - ne relève ni de la science ni de la technique. Il est déterminé principalement par le contenu émotionnel, culturel et éthique du milieu dans lequel l'homme vit. Les progrès scientifiques et techniques ne peuvent donc véritablement s'intégrer à la vie d'un peuple que s'ils correspondent parfaitement à d'autres normes et à des aspirations d'ordre intellectuel, spirituel, culturel et moral.

Il est par conséquent nécessaire de procéder à une révision complète de l'enseignement à tous les niveaux pour établir une harmonie satisfaisante entre la science et la technique et les autres activités humaines. Il faut enseigner la science et la technique en tant que moyens de favoriser l'élévation de l'homme, et non pas principalement en tant que facteurs possibles de désorganisation de la société ou dépersonnalisation de l'individu. Pour régler d'une manière satisfaisante les problèmes mouvants de la civilisation, il est indispensable de bien comprendre la science et son influence sur la société.

4. Il n'est pas nécessaire de traduire dans les faits chaque changement, chaque développement que la science et la technique rendent possibles. Les gouvernements et les sociétés doivent, grâce à des mécanismes appropriés d'évaluation technologique - y compris l'évaluation des effets secondaires ou à long terme possibles - déterminer si le moment est venu de réaliser certaines innovations particulières et si les avantages de celles-ci sont supérieurs à leurs éventuels inconvénients pour la société. A cette fin, il conviendrait d'établir un mécanisme international qui procéderait à cette évaluation pour l'ensemble de l'humanité. C'est le droit fondamental de chaque être humain d'avoir son mot à dire dans ces décisions. Les décisions prises en la matière doivent se fonder sur l'avis autorisé d'organismes composés d'experts et de profanes qui représentent les intérêts de toute l'humanité ainsi que ceux des générations futures.

5. Compte tenu des idées ci-dessus, et de la nécessité d'examiner de façon continue la question de la promotion et de la protection des droits de l'homme à la lumière de rapides progrès scientifiques et techniques, le Groupe recommande que l'on envisage la possibilité d'élaborer une déclaration sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique. Cette déclaration devrait porter en particulier sur les points suivants :

Planification démographique (quantitative et qualitative) et droit de fonder une famille; protection contre les risques que comporte l'utilisation de l'énergie atomique; expériences pratiquées sur la personne humaine; répercussions des nouvelles découvertes biologiques et médicales (par exemple a) transplantation de tissus et d'organes et utilisation d'organes artificiels,

b) manipulation génétique des microbes, c) modifications potentielles du génome humain); modification des processus mentaux par des moyens médicaux; répercussions sociales et morales de l'allongement de la durée de la vie et des nouvelles définitions et attitudes en ce qui concerne la mort; choix sociaux et éthiques en ce qui concerne l'égalité des droits à la protection de la santé et aux soins médicaux.

6. Il est recommandé de mieux définir les devoirs de l'individu à l'égard de la communauté, et les droits des générations futures. Par exemple, il nous semble, en raison de la crise de l'accroissement démographique mondial, que certaines restrictions devraient être imposées au droit individuel de reproduire, et que le droit de l'enfant à naître en bonne santé physique et mentale vient avant le droit de parents à reproduire."

I. NATURE DU PROBLEME

5. Les diverses personnalités invitées à contribuer à l'établissement du présent rapport se sont beaucoup préoccupées de l'interprétation à donner au paragraphe 1 d) de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale.

6. Comme on l'a vu au paragraphe 4 ci-dessus, le Groupe a exprimé, aux paragraphes 1 et 2 de la déclaration qu'il a adoptée le 19 septembre 1975, l'avis suivant : "Les progrès scientifiques et techniques de l'humanité sont un élément essentiel du progrès intellectuel, spirituel, culturel et moral de la personne humaine. Il convient d'examiner l'interconnexion et l'interdépendance de ces éléments, c'est-à-dire la façon dont chacun d'eux influence les autres... Si les progrès scientifiques et techniques représentent un élément moteur du développement humain, le choix des valeurs, des objectifs et des idéaux - en d'autres termes, le sens des aspirations d'une société donnée à un moment donné - ne relève ni de la science ni de la technique. Il est déterminé principalement par le contenu émotionnel, culturel et éthique du milieu dans lequel l'homme vit. Les progrès scientifiques et techniques ne peuvent donc véritablement s'intégrer à la vie d'un peuple que s'ils correspondent parfaitement à d'autres normes et aspirations d'ordre intellectuel, spirituel, culturel et moral".

7. Un membre du Groupe s'est demandé si l'Assemblée générale avait été bien inspirée en utilisant le mot "équilibre" au paragraphe 1 d) de la résolution 2450 (XXIII). N'est-il pas certain que le progrès scientifique est le résultat, au sens large, de l'élévation intellectuelle ? Un autre participant a dit : "Je ne peux approuver un concept du monde moderne, de l'homme moderne, selon lequel la science serait opposée à l'intellect. Que signifie en fait cette expression ?" Un membre du Groupe a déclaré : "Entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité ... on ne saurait parler d'équilibre. Il implique que l'on met deux choses sur les plateaux de la balance et que l'on cherche à les équilibrer. Je préférerais qu'on dise, par exemple, l'interconnexion, l'interdépendance à établir". Les scientifiques et les techniciens devraient se préoccuper bien davantage des aspects intellectuels, spirituels, moraux et culturels de ce qu'ils font. Et les animateurs des autres disciplines devraient s'intéresser beaucoup plus aux progrès scientifiques et techniques. Les quinze dernières années ont été marquées par de grandes améliorations en ce sens, dues pour partie aux préoccupations croissantes qu'éprouvent la plupart des pays au sujet de la protection et de la fécondité de l'environnement. Un membre du Groupe a fait remarquer que la science est en soi un genre de culture et que, par conséquent, il s'agit ici non pas de comparer une science non culturelle à une culture non scientifique, mais bien d'intégrer un genre particulier de culture dans l'ensemble du contexte culturel. La question était de savoir comment renforcer l'élément non scientifique de la culture et améliorer la liaison entre cet élément non scientifique et la science en tant que telle.

8. La même opinion apparaît dans la communication écrite de l'un des experts qui ont apporté leur contribution au présent rapport. Il s'exprime ainsi : "La manière dont est formulé le problème des incidences humaines de la science et de la technique [au paragraphe 1 d) de la résolution 2450 de l'Assemblée générale] pourrait donner à penser qu'il y a conflit entre valeurs "scientifiques et techniques" d'une part, valeurs "culturelles et morales" d'autre part". Il estime que ce serait la "une profonde erreur" et il approuve les premières phrases de la déclaration faite par le Groupe. Il conclut que : "Le dilemme n'est pas bien formulé dans le titre de cette étude. La science et la technique font partie de notre culture. Il s'agit, non pas de trouver un juste équilibre entre deux sortes d'activités humaines opposées, mais de trouver les conditions optimales pour que l'une complète l'autre. La science et la technique sont en mesure de fournir la base matérielle sur laquelle peut s'organiser une vie digne de ce nom".

9. Le même expert écrit : "L'extrême disproportion qui existe entre les capacités technologiques de l'homme et son indolence morale et spirituelle peut être préjudiciable sinon fatale à l'humanité". On voit par là que les attitudes morales et spirituelles influent sur les applications de la science et de la technique.

10. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne souligne l'importance d'une "liaison" :

"Le Gouvernement fédéral attache beaucoup d'importance à une liaison équilibrée entre le progrès scientifique et technique, d'une part, l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité, d'autre part. Il est convaincu que le progrès scientifique et technique ne peut que contribuer au bien général de l'humanité s'il s'accompagne de progrès correspondants dans les domaines intellectuel, spirituel, culturel et moral. Les droits de l'homme et les libertés fondamentales proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 fixent certaines limites à l'influence du progrès scientifique et technique sur l'individu, cherchant ainsi à réaliser une harmonie entre l'évolution scientifique et technique et le développement intellectuel et moral (voir le cinquième alinéa du préambule à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948)". 1/

11. Le Directeur général de l'UNESCO a écrit en 1973 :

"Bien loin d'admettre qu'il puisse y avoir incompatibilité entre le progrès scientifique et le développement culturel, l'UNESCO - c'est là l'originalité profonde de son projet - les unit tous deux indissolublement en une même quête, un même mouvement d'épanouissement humain que sous-tend l'action formative de

1/ Renseignements communiqués par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne le 3 juillet 1975.

l'éducation et de l'information. De fait, l'essence de la science - j'entends l'esprit scientifique et les démarches qui le caractérisent - est en fait culturel au sens le plus propre du terme : je veux dire la libre adhésion à certaines valeurs qui commandent un choix dans les multiples et diverses attitudes possibles que l'esprit peut adopter à l'égard de la nature et de lui-même, de soi et d'autrui". 2/

12. A sa treizième session, tenue du 1er au 10 avril 1970, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a exprimé l'espoir que le deuxième alinéa du préambule de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale 3/ ne serait pas interprété comme signifiant que les découvertes scientifiques récentes et les progrès techniques mettent en péril, en fin de compte, les droits et les libertés des individus et des peuples. Cela n'est vrai que pour certains d'entre eux, la plupart profitant à l'humanité 4/. Pour dissiper l'impression qu'il y aurait nécessairement conflit entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité, le Secrétaire général, comme il l'avait envisagé dans le premier de ses rapports qui s'inscrivent dans le cadre de l'étude sur les droits de l'homme et les progrès scientifiques et techniques 5/a tenu compte dans les rapports qui ont suivi, non seulement des menaces et des dangers que font courir aux droits de l'homme les récents progrès scientifiques et techniques, mais aussi de leurs bienfaits, "de manière à ce que leurs avantages et leurs inconvénients puissent être évalués en fonction de l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité". 6/

2/ A/9227, Partie A, paragraphe 5.

3/ Le texte de ce paragraphe est le suivant :

"L'Assemblée générale,

.....

"Partageant la préoccupation ... que les récentes découvertes scientifiques et les progrès technologiques, s'ils ouvrent de vastes perspectives au développement économique, social et culturel, peuvent néanmoins mettre en danger les droits et libertés des individus et des peuples et doivent en conséquence requérir une attention continue,"

4/ E/AC.52/L.95, par. 61.

5/ E/CN.4/1028, par. 9, E/CN.4/1028/Add.3, par. 325 et E/CN.4/1028/Add.4, par. 339 et 340.

6/ E/CN.4/1028, par. 9.

13. Le caractère relatif de la réponse à donner à la question considérée a été relevé par plusieurs membres du Groupe et par certains correspondants. Au cours du débat du Groupe, on a fait valoir que les rapports entre la science et la technique, d'une part, et les divers aspects des progrès de l'humanité, d'autre part, étaient fluides et changeants et qu'il n'était dès lors pas possible de les déterminer une fois pour toutes. Un membre du Groupe a fait remarquer que si, dans les pays développés, on craignait que les progrès de la science et de la technique ne portent atteinte aux droits de l'homme, dans les pays en voie de développement, on considérait ces progrès comme favorables au développement économique et social, sans lequel la liberté était impossible à établir. Un des correspondants écrit ce qui suit : "Dans les efforts que nous faisons pour rétablir ou créer un état d'équilibre entre [le progrès scientifique et technique, d'une part, et l'élévation culturelle et morale, d'autre part], nous n'oublions jamais que cet équilibre ne peut avoir qu'un caractère dynamique, qu'il ne peut s'agir d'un état statique, ce qui serait contraire aux conditions sans cesse mouvantes de la vie humaine. Le caractère de cet équilibre est lui-même relatif, car nous ne serons jamais en mesure de réaliser une harmonie parfaite entre les deux domaines en question. Mais, nous pouvons réduire constamment la disproportion de leur croissance en accélérant le développement de certains éléments culturels et éthiques appropriés, et protéger les droits de l'homme en amenant l'Etat à intervenir contre les effets négatifs de l'industrialisation." Un autre correspondant déclare qu'"il n'y a pas de solution générale au problème posé. Chaque problème particulier qui exige l'application d'une nouvelle technique, ou d'une technique ancienne dans des conditions nouvelles, doit faire l'objet d'un réexamen". Un troisième correspondant écrit :

"Nous examinerons dans cette étude l'influence plus ou moins favorable ou défavorable de la science et de la technique sur le progrès intellectuel, spirituel, culturel et moral de l'humanité.

Cette influence peut différer selon le type de culture, la religion, les coutumes dans lesquelles l'homme vit. L'impact peut donc varier de continent à continent, de pays à pays et même de région à région.

.....

Il n'y a donc pas d'équilibre naturel entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité.

Que des progrès accomplis dans les domaines de la science et de la technologie aient pu concourir à l'élévation de l'humanité à tous les niveaux nous paraît indiscutable. Mais il n'est pas douteux non plus que l'humanité a connu des périodes où, en même temps qu'elle connaissait des progrès d'ordre scientifique et technologique, elle enregistrait des "reculs" d'ordre moral et spirituel. Ajoutons enfin que des sommets spirituels, moraux et culturels ont été et sont atteints dans un contexte scientifico-technique très limité, c'est-à-dire sans qu'il n'y ait eu et sans qu'il y ait une influence prépondérante de la science et de la technologie."

14. Au paragraphe 1 de sa résolution 3026 B (XXVII) du 18 décembre 1972, l'Assemblée générale "reconnait que la portée du problème mentionné à l'alinéa d/ du paragraphe 1 de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale et dans la résolution 10 (XXVII) de la Commission des droits de l'homme est si vaste qu'elle couvre tous les aspects de cette question" des droits de l'homme et du progrès scientifique et technique.

15. Au sujet du rapport à établir aux termes de l'alinéa d/ du paragraphe 1 de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques écrit ce qui suit :

"Il serait utile de traiter dans le rapport notamment les points suivants : 1) influence du progrès scientifique et technique sur les qualités intellectuelles, spirituelles et morales des individus; 2) influence du progrès scientifique et technique sur la situation actuelle en ce qui concerne les oeuvres littéraires et artistiques et l'accessibilité du grand public à ces oeuvres; 3) lien entre le progrès scientifique et technique, d'une part, l'invention et la stimulation de la pensée scientifique et technique, d'autre part; 4) application de la science et de la technique au perfectionnement des méthodes administratives dans les diverses sphères de la vie sociale, établissement de sauvegardes contre des abus pouvant porter atteinte aux droits de l'homme." 7/

16. Au sujet du problème considéré, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne rappelle certains articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme :

"Le Gouvernement fédéral tient à réaffirmer ... qu'il convient d'accorder une importance particulière, dans l'exploitation des progrès techniques, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Il attire l'attention notamment sur l'article 3 (liberté de la personne); l'article 4 (esclavage et servitude sous toutes leurs formes); l'article 5 (torture et traitements dégradants); l'article 10 (droit à voir sa cause entendue équitablement); l'article 12 (non-immixtion dans la vie privée, la famille et le domicile); l'article 13 (droit de circuler librement); l'article 18 (liberté de pensée, de conscience et de religion); l'article 19 (liberté d'opinion et d'expression); l'article 23 (droit au travail et au libre choix de son travail); l'article 24 (droit à une limitation raisonnable de la durée du travail); l'article 26 (droit à l'éducation); l'article 27 (droit de prendre part à la vie culturelle). Le Gouvernement fédéral estime que les dangers croissants que font courir les progrès de la technique à la substance de ces droits et les moyens de protéger ceux-ci méritent une attention particulière et devraient être pris en considération lors de l'élaboration du rapport du Secrétaire général des Nations Unies". 8/

7/ Informations communiquées par le Gouvernement de l'URSS le 29 août 1975.

8/ Informations communiquées par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne le 3 juillet 1975.

17. Il y a incontestablement un rapport étroit entre l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité et la protection des droits de l'homme. Le progrès intellectuel et culturel est visé aux articles 19 9/, 26 10/ et 27 11/ de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le progrès spirituel à l'article 18 12/ et le progrès moral à l'article premier qui stipule que "tous les êtres humains ... doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité". Les notions de progrès spirituel et moral sont également liées à celles de la dignité et de la valeur de la personne humaine qui sont mentionnées dans le préambule et à l'article premier de la Déclaration 13/. En outre, l'article 22 spécifie que la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels est indispensable à la dignité et au libre développement de la personnalité; il est ainsi conçu :

"Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays."

18. Un membre du Groupe a approuvé expressément le contenu du paragraphe ci-dessus. Un autre a exprimé l'avis que le "développement de la personne humaine" est une notion morale qui englobe le développement économique et social.

19. Les chapitres II à V du présent document contiennent une analyse des documents publiés antérieurement 14/ qui font partie de l'étude sur les droits de l'homme et le progrès scientifique et technique et qui exposent les menaces et les dangers, mais aussi les avantages, que comporte ce progrès pour les droits de l'homme. D'autres documents sont cités aux endroits appropriés. Il y a lieu de se référer aux documents eux-mêmes, car le secrétariat ne pouvait pas résumer ici ces exposés de menaces, de dangers et d'avantages. Il ne lui serait pas facile non plus à bien des égards d'indiquer si, dans l'ensemble et tout bien considéré, les progrès récents ont sur tel ou tel droit un effet nuisible ou avantageux. Dans les mêmes chapitres sont pris en considération tous les autres textes fournis pour le présent rapport, et il est tenu compte de la notion susmentionnée de "corrélation" entre le progrès scientifique et technique, d'une part, l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité, d'autre part.

9/ Voir paragraphe 82.

10/ Voir paragraphe 108.

11/ Voir paragraphe 108.

12/ Voir paragraphe 79.

13/ Voir paragraphes 30 et 31.

14/ Ceux dont la rédaction était achevée avant février 1976 sont mentionnés dans le document E/CN.4/L.1313. Mais ils ne sont pas seuls à être cités dans le présent document.

20. Alors que les chapitres II à V traitent séparément des différents droits de l'homme, le chapitre VI porte sur quelques domaines où les progrès récents de la science et de la technique ont une incidence sur plusieurs de ces droits.

21. Le chapitre VII, consacré à l'exposé des méthodes adoptées ou proposées pour protéger, à l'échelon national, les droits de l'homme contre les mesures qu'entraînent les récents progrès de la science et de la technique, se compose en partie de citations concernant certains droits tirées de documents déjà distribués et en partie de textes non encore publiés dans le cadre de l'étude sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique (y compris certaines communications faites spécialement pour le présent rapport), ces textes se rapportant aux aspects de la politique scientifique, notamment de l'évaluation technique, qui concernent l'impact de la science et de la technique sur les droits de l'homme en général. L'application de méthodes et de politiques adaptées aux circonstances est incontestablement un moyen d'établir une liaison correcte entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité.

22. Différente du problème que posent l'impact favorable ou défavorable de la science et de la technique sur les droits de l'homme et la protection de ces droits contre certains effets nuisibles est la question de savoir comment la science et la technique modernes pourraient aider à la promotion des droits de l'homme. Tel est le sujet du chapitre VIII qui comprend des citations de documents où cette question a déjà été examinée et des communications spécialement faites pour le présent rapport.

23. Enfin, dans le chapitre IX, qui traite de la possibilité d'une action internationale, on envisage l'élaboration d'une déclaration sur les droits de l'homme et les progrès scientifiques et techniques, et on examine certaines suggestions qui ont été faites au sujet de procédures internationales d'évaluation technologique. Sur ces deux points, des propositions sont présentées, dont un certain nombre émanent du Groupe.

24. Il convient d'ajouter que le présent rapport a été rédigé avec le souci d'exclure les simples déclarations que l'on aurait pu tirer soit des débats du Groupe soit des communications destinées à ce rapport. Comme les documents déjà distribués au sujet des droits de l'homme et des progrès scientifiques et techniques, et auxquels le rapport fait référence, abondent en éléments de fait, on a jugé qu'en reproduisant ici de telles déclarations recueillies à la suite d'une seule des diverses enquêtes effectuées par le Secrétaire général, on courrait le risque de donner une fausse impression.

25. Dans la préparation des rapports du Secrétaire général sur les droits de l'homme et le progrès scientifique et la technique, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme, on a cherché jusqu'ici à mettre l'accent sur les menaces ou les avantages qui existent pour les droits de l'homme, en évitant toute spéculation quant à l'avenir. Il a fallu aussi tenir compte du sens que l'on attache communément à l'expression "droits de l'homme" et au mot "humain", et de la nécessité de limiter les recherches au progrès "récent" de la science et de la technique, ce mot figurant au deuxième alinéa du préambule de la résolution 2450 (XXIII).

26. Par exemple, la plus grande partie de l'exposé sur l'impact que peuvent avoir sur l'homme les progrès récents de la biologie concerne l'avenir. Dans son étude préliminaire sur les droits de l'homme et le progrès scientifique et technique, le Secrétaire général observe ce qui suit : "Les auteurs envisagent notamment les possibilités suivantes : inoovulation artificielle; fécondation in vitro; parthénogénèse; choix du sexe de la descendance [avant la conception]; reproduction humaine assexuée par "clonage"; manipulation de la molécule d'ADN, de manière à perturber les processus d'hérédité ("chirurgie génétique"); amélioration de l'intelligence de l'enfant par intervention avant la naissance; et création de chimères partiellement humaines" 15/. A cet égard, tous les auteurs ne projettent par leurs recherches au même degré dans l'avenir. En outre, leurs spéculations **reposent** pour une bonne part sur l'**hypothèse** que des procédés qui se sont révélés possibles pour d'autres formes de vie finiront aussi par l'être pour l'homme. Dans le même rapport préliminaire, du Secrétaire général on lit : "Dans un éditorial paru dans la revue Nature, (vol. 224, 27 décembre 1969), p. 1242, l'auteur, mentionnant certaines idées actuelles concernant les abus éventuels, à l'avenir du "génie génétique", rappelle que rien ne peut garantir que les manipulations rudimentaires sur les bactéries et les virus qui sont maintenant possibles ou envisagées seront à coup sûr applicables aux mammifères" 16/.

27. Indépendamment des questions mentionnées au paragraphe précédent, les études du Secrétaire général n'ont pas porté jusqu'ici sur les points suivants : i) possibilité d'agir sur le comportement humain, d'une manière contraire aux droits de l'homme, par la stimulation électrique du cerveau au moyen d'électrodes intracrâniens; ii) "thérapie d'aversion"; iii) mise au point d'organes artificiels, remplaçant la dialyse rénale; iv) problèmes que pose la possibilité du "changement de sexe"; v) question générale de l'avortement; vi) recherches effectuées sur des foetus; vii) question générale de la contraception; viii) question générale de la stérilisation, volontaire ou imposée; ix) castration; x) détention à des fins de traitement; xi) médication ou immunisation universelle; xii) modification des conditions météorologiques en tant que futur moyen de combat. Le Secrétaire général n'ignore pas que des problèmes se posent à cet égard 17/, il n'a jusqu'ici, sollicité aucun renseignement à ce sujet pour respecter les limites susmentionnées que lui fixent les résolutions pertinentes.

15/ E/CN.4/1028/Add.2, par. 187, note 146.

16/ E/CN.4/1028/Add.2, par. 187, note 147.

17/ Certains de ces problèmes sont mentionnés par l'Organisation mondiale de la santé dans le document E/CN.4/1173.

28. Il convient toutefois de noter que le Groupe, dans sa déclaration reproduite au paragraphe 5, recommande que l'on envisage la possibilité d'élaborer une déclaration sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique, qui porterait notamment sur certaines questions n'ayant pas encore été abordées dans le cadre de l'étude sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique : i) utilisation d'organes artificiels, ii) manipulation génétique des microbes, iii) modifications potentielles du génome humain. Il convient aussi de souligner que le Groupe a mis l'accent sur les droits de générations futures et, plus immédiatement sur le droit de l'enfant à naître en bonne santé physique et mentale.

29. En outre, l'étude sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique n'avait pas, jusqu'à la date du présent document, porté sur les points suivants : i) possibilité d'une déclaration en la matière, ii) évaluation technique à l'échelon national, iii) évaluation technique à l'échelon international.

II. PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE ET DIGNITE
ET VALEUR DE LA PERSONNE HUMAINE

30. L'article premier de la Déclaration universelle est ainsi conçu :

"Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité."

31. Le premier et le cinquième alinéa du préambule de la Déclaration universelle font mention de la dignité et de la valeur de la personne humaine :

PREAMBULE

"Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde."

...

"Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine,..."

32. Certains progrès récents de la science et de la technique menacent la dignité humaine plutôt qu'aucun des droits protégés par les articles de la Déclaration universelle. C'est ainsi qu'on exprime parfois la crainte que le développement de plus en plus grand de l'informatique aux fins des fichiers nominatifs n'aboutisse à la création d'une "société à fichiers", ce qui risquerait d'avoir des effets "déshumanisants" pour l'individu 1/.

33. Un rapport préparé par le Secrétaire général conformément à la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale porte le titre suivant, emprunté au paragraphe 1 b) de la résolution : "La protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie". Une section de ce rapport traite de la dignité de la personne humaine, au regard des techniques existantes de prolongation artificielle de certaines fonctions corporelles après l'arrêt de la fonction cérébrale 2/. Un membre du Groupe a exprimé l'avis que les êtres humains ont droit à la dignité dans la mort et que, si une personne entrée dans un coma irréversible était maintenue en vie artificiellement par des machines, ce ne serait pas un homicide d'arrêter celles-ci.

1/ E/CN.4/1142, par. 66-69. De plus on peut soutenir que le progrès moral de l'humanité, dans le sens d'un accroissement du sens des responsabilités, n'est pas favorisé par la tendance qui consiste à s'en remettre aux ordinateurs pour prendre des décisions qui devraient être fondées en partie sur des jugements de valeur non quantifiables et donc non susceptibles d'être mis en mémoire dans un ordinateur. (Voir document E/CN.4/1142/Add.1, par. 57-58).

2/ Document E/CN.4/1172/Add.1, par. 245-270.

34. Certaines questions de dignité humaine se posent aussi à propos de la nécessité d'obtenir un consentement libre et éclairé avant de recourir à certains procédés; le rapport mentionné au paragraphe 33 ci-dessus traite à cet égard des questions suivantes : libre consentement, dans le cas où l'organe transplanté est prélevé sur un donneur vivant 3/ ; consentement, dans le cas où l'organe transplanté est prélevé sur une personne décédée : consentement obtenu du donneur de son vivant et consentement de ses proches 4/ ; protection de l'individu contre les expériences injustifiées, y compris la question du consentement libre et éclairé de l'intéressé aux expériences auxquelles il est soumis 5/.

35. Un membre du Groupe a fait remarquer que les meilleurs donneurs non-vivants sont très souvent des individus sains relativement jeunes qui, n'ayant pas senti l'imminence de la mort ni même pensé qu'ils mourraient un jour, n'ont jamais fait de certificat stipulant qu'après leur mort ils céderaient leurs organes à ceux qui en auraient besoin. Leur décès peut avoir été provoqué par une blessure ou un accident - de voiture en particulier - éliminant toute possibilité de rétablissement de la fonction cérébrale. Comme leurs organes sains peuvent servir à remplacer les organes inertes d'individus vivants, un membre du Groupe s'est demandé s'ils ne pourraient pas être prélevés sans le consentement de l'individu décédé. La question s'est posée aussi de savoir si, dans un cas de ce genre, les plus proches parents n'auraient pas le droit de décider s'il y avait lieu ou non de céder les organes.

36. La question du consentement libre et éclairé se pose également dans le cas où des examens psychologiques et physiques sont effectués à des fins non médicales 6/; dans celui d'abus éventuel de médicaments comme moyen d'action à des fins sans rapport avec la médecine et incompatibles avec les droits de l'homme; cette question a été étudiée à propos des enfants hyperkinétiques, des malades mentaux et des détenus, à propos aussi de l'abus possible de médicaments de la part des autorités publiques 7/. On peut se demander si l'insémination artificielle ne suppose pas le consentement des intéressés 8/. On a évoqué les techniques de la suggestion subliminale qui permettent d'influencer la pensée et la personnalité d'un individu sans son consentement 9/.

3/ Document E/CN.4/1172/Add.1, par. 140-183.

4/ Document E/CN.4/1172/Add.1, par. 184-213.

5/ Document E/CN.4/1172/Add.2, par. 535-537 et E/CN.4/1172/Add.3, par. 183-233 et 280.

6/ E/CN.4/1116, par. 222-224.

7/ Voir le document E/CN.4/1172/Add.2, par. 513-534. On trouvera l'exposé d'une opinion différente dans le chapitre 7 intitulé "Technology and the Rediscovery of politics", de l'ouvrage de Victor C. Ferkiss, Technological Man. The Myth and the Reality, p. 133-169.

8/ Document E/CN.4/1172, par. 75-79.

9/ Document E/CN.4/1142/Add.2, par. 55-57.

37. La question de la dignité des malades peut se poser lorsqu'il s'agit de déterminer le point au-delà duquel les techniques chirurgicales destinées à prolonger la vie ou à diminuer certains symptômes ne devraient plus être appliquées si une infirmité grave devait en résulter pour le malade 10/.

38. Une question liée à la dignité de la personne humaine concerne l'attitude à adopter à l'égard des anormaux étant donné les progrès de la génétique 11/.

39. Bien que le progrès soit inévitable et irréversible, il y a lieu de craindre que la spécialisation n'entraîne la dépersonnalisation des actes médicaux et ne porte ainsi atteinte à la dignité des malades 12/. Un membre du Groupe a été d'avis que les médecins spécialistes étaient souvent si obnubilés par les possibilités techniques de leur discipline qu'ils négligeaient de tenir compte de l'état général du malade. A un séminaire des Nations Unies sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique, qui s'est tenu à Vienne (Autriche) du 19 juin au 1er juillet 1972, plusieurs orateurs ont appelé l'attention sur l'infériorité psychologique que ressentaient les malades en entrant dans les hôpitaux modernes 13/.

40. Dans l'une des communications destinées à l'étude sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique, l'Union postale universelle fait remarquer que "malgré les progrès considérables réalisés sur le plan de la motorisation de la mécanisation, de l'automatisation et même de l'automation [dans les services postaux], l'homme demeure dans de nombreux secteurs l'élément central, indispensable et irremplaçable" et que "les études sur le temps et les mouvements seront toujours d'une grande utilité mais elles devront toujours être réalisées en partant du principe que la machine doit s'adapter à l'homme." 14/.

41. Les membres du Groupe ont présenté d'autres observations au sujet de la dignité de l'individu.

10/ Voir document E/CN.4/1172/Add.1, par. 403-434.

11/ Document E/CN.4/1172/Add.3, par. 97-103.

12/ Voir par exemple Vannevar Bush, Science is not enough; New York 1965, p. 153; Herrmann L. Blumgart, "The medical Framework", Daedalus. Journal of the American Academy of Arts and Sciences, Spring 1969, Ethical Aspects of Experimentation with Human Subjects, p. 249; Péguignot, "Scientific and Social Aspects of Modern Medicine", UNESCO, Impact of Science on Society, Vol. V, No 4, Décembre 1954, p. 204 et 213; Emmanuel Mesthene, Social Change, Mentor, 1970, p. 30-31. Centre Magazine, Vol. II, No 6, Novembre 1969, p. 35, Heden, Carl-Goran. "Perspectives on the Medical Impact of Enzyme Engineering"; Table ronde du CIOMS sur les droits de l'homme, Novembre 1973, p. 4.

13/ ST/TAO/HR/45, par. 44.

14/ E/CN.4/1083, Annexe.

42. Ils ont fait remarquer que les concepts de dignité et de personnalité humaine ont évolué avec le temps et ne sont pas les mêmes dans le monde entier. Dans certains pays et dans certaines civilisations, on pense que le cœur fait partie du moi, mais dans d'autres pays, il n'est qu'un élément physique et peut être remplacé s'il ne fonctionne pas correctement. Le sang a été identifié pendant des siècles avec la personne elle-même, et non avec sa vie seulement. Mais maintenant nombreux sont ceux, au moins dans certaines civilisations, qui acceptent de recevoir n'importe quel sang par transfusion. Le médecin ne vérifie que la compatibilité avec le sang remplacé. La transplantation d'organes et la pose d'organes artificiels concernent directement la dignité de la personne humaine, mais elles ne soulèvent pas les mêmes problèmes pour l'Africain, le Latino-Américain ou le Japonais, parce que leurs conceptions culturelles, psychologiques et sociologiques au sujet de la dignité sont différentes. Un homme d'un pays en voie de développement d'Afrique ou d'Amérique latine, par exemple, n'accepterait pas le remplacement de certains organes, ce qu'accepte normalement un Américain du Nord ou un Européen.

43. Un membre du Groupe a déclaré que l'unicité de l'individu est une notion à laquelle s'intéressent beaucoup les généticiens; il est en effet pour ainsi dire impossible que deux individus de l'espèce soient identiques sur le plan génétique, à l'exception des vrais jumeaux et triplés qui proviennent d'un seul oeuf fécondé et ont effectivement les mêmes gènes. Or, même les vrais jumeaux ont le sentiment très net de leur personnalité, de leur individualité l'un par rapport à l'autre, à tel point qu'ils préfèrent souvent vivre séparés pour que chacun d'eux puisse suivre sa voie.

44. Un correspondant a écrit que le libre développement intellectuel, spirituel, culturel et moral d'un être humain est déterminé dans une grande mesure par le niveau de vie. Plus le niveau de vie est élevé, meilleures sont les conditions objectives pour l'élévation de la personnalité humaine. Il en résulte que, dans les pays en voie de développement, l'individu se trouve très désavantagé.

45. L'un des facteurs du développement de la personnalité humaine concerne l'utilisation rationnelle des loisirs; dans la mesure où la science et la technique modernes ont prolongé les loisirs de nombreux individus ^{15/} elles ont engendré des recherches sur la meilleure façon d'employer ce temps de liberté. Naturellement, personne ne prétend qu'une activité particulière pourrait ou devrait être imposée.

46. Des membres du Groupe ont parlé des loisirs. L'un d'eux a rappelé que la révolution technique du 18ème siècle avait eu notamment pour effet d'augmenter la productivité des être humains. Elle avait eu aussi pour effet d'augmenter le nombre

^{15/} Voir E/CN.4/1141, par. 18. Un auteur minimise le supplément de loisirs que pourrait valoir le progrès technique à l'ensemble de la population, notamment pour les raisons suivantes : i) nombreuses sont les professions sur lesquelles la technique ne peut avoir beaucoup d'effet, en ce qui concerne le temps de travail; ii) il est probable que le travail augmentera dans le secteur des services, par suite de l'allongement des loisirs dans le secteur de la production. (Victor C. Ferkiss, Technological Man, The Myth and the Reality, New York and Toronto, 1970, pp. 116-118).

des ouvriers de l'industrie qui, au lieu de travailler douze ou quatorze heures par jour, travaillaient maintenant sept à huit heures. En conséquence, la durée des loisirs s'est énormément accrue. Il est en outre certain qu'elle s'accroîtra encore. Le chômage est simplement dû à un manque d'organisation de la société. On pourrait réduire la journée de travail et la ramener finalement à cinq heures. Comment les intéressés utiliseraient-ils ces loisirs prolongés ? L'opinion a été exprimée qu'ils ont besoin de recevoir une éducation plus poussée, non seulement pour fournir un bon travail, mais aussi pour jouir de leurs loisirs. On a dit aussi que tout le monde ne pouvait pas être intellectuel. Les émotions jouaient un rôle important dans l'utilisation des loisirs. Pareil élément existait dans le sport; point n'était besoin d'être très intellectuel pour aimer le sport. Celui-ci n'en faisait pas moins partie de la vie d'un grand nombre d'individus. La télévision donnait à tous la possibilité d'accéder à l'art et à la musique.

47. L'un des correspondants écrit :

"Les loisirs sont l'un des facteurs sociaux dont le rôle grandit progressivement à l'époque moderne. Dans notre étude, nous définissons les loisirs comme étant la partie du temps non consacrée au travail, dont l'homme dispose librement et qui peut être utilisée pour le repos, le divertissement et le développement de la personnalité.

"Dans les sociétés modernes, cette partie du temps s'est trouvée progressivement et systématiquement agrandie par les progrès de la technique, l'augmentation de la productivité et une meilleure organisation du travail.

.....

"Dans l'analyse du rôle des loisirs dans le développement de la personnalité humaine, trois aspects au moins devraient retenir notre attention :

- a) la fonction récréative;
- b) la fonction formatrice;
- c) la participation à la culture

.....

"[La participation à la culture] comporte évidemment deux aspects : elle sert au développement individuel de l'être humain et joue un rôle décisif dans la création des structures modernes de la vie communautaire. La participation à la culture est une situation sociale particulière dans laquelle des attitudes, des normes et des valeurs importantes sont inculquées et renforcées dans l'esprit de l'individu. La participation à la culture est un important moyen de socialisation et d'éducation qui aboutit à la formation de la personnalité sociale. Dans l'ère de la révolution scientifique et technique,

elle revêt un intérêt particulier car, grâce aux moyens de diffusion, elle peut façonner, à très grande échelle, certaines caractéristiques, certaines attitudes et certaines aspirations chez les membres de la société. Cette possibilité n'avait encore jamais existé. La participation à la culture aide à la création d'un type moderne de personnalité caractérisé par la productivité, la discipline, la diligence et la rationalité.

"L'accès des masses à la culture est l'un des principes essentiels d'une société moderne. Dans les pays développés, c'est pour lui que se maintiennent les éléments positifs de l'histoire et de la tradition nationales (ce qui renforce le patriotisme au vrai sens du mot); dans les pays en voie de développement, il contribue à la création des liens nationaux et linguistiques. Le sentiment national est en effet ce qui permet le mieux de mobiliser les énergies sociales autour d'objectifs communs.

"L'accès à la culture étant ouvert à tous, l'individu a la possibilité de connaître les cultures des autres nations et, par conséquent, les valeurs de la culture universelle. Tout cela développe la compréhension et la coopération entre les nations dans l'intérêt de la justice et de la paix.

"Ainsi, les loisirs deviennent l'un des facteurs sociaux les plus importants de l'élévation culturelle et spirituelle de l'humanité et, selon la manière dont ils sont utilisés, ils peuvent avoir des effets positifs ou négatifs tant sur l'individu que sur la société."

48. Certains auteurs jugent qu'il est difficile de stimuler l'emploi fécond des loisirs étant donné la nature des activités imposées au travailleur pendant ses heures de service. M. Erich Fromm écrit :

"... Si l'homme est passif dans le processus de production et d'organisation, il le sera aussi pendant ses loisirs. S'il abdique toute responsabilité et toute participation dans le processus du maintien de la vie, il aura la même attitude passive dans tous les autres domaines de la vie et dépendra de ceux qui s'occupent de lui. C'est ce que nous constatons déjà aujourd'hui. Les loisirs sont plus longs qu'autrefois, mais la plupart des gens y font preuve de cette même passivité qui leur est imposée par une bureaucratie indifférente. Dans ses loisirs, l'homme est le plus souvent spectateur ou consommateur, rarement acteur." 16/

49. M. Herbert J. Muller écrit :

"L'allongement des loisirs par le raccourcissement de la semaine de travail, compensation possible pour les occupations ennuyeuses auxquelles sont condamnés les travailleurs est considéré plutôt comme une nouvelle source d'aliénation.

16/ Erich Fromm, The Revolution of Hope. Towards a Humanized Technology, New York et Toronto, 1968, p. 110.

Ainsi que Sebastian de Grazia le fait remarquer, le problème du temps libre ne se posait pas aux villageois d'antan; ils savaient toujours ce qu'ils devaient en faire; les coutumes, les traditions locales les aidaient à en profiter. Le problème s'est posé avec l'apparition de l'homme industriel, dépourvu de ces traditions. Après un travail non créateur ou purement mécanique, il est difficile à un être humain d'utiliser ses loisirs d'une façon créatrice : il ne peut guère y voir qu'un moyen de se distraire ou de s'évader de ce travail; incapable de s'affirmer dans le travail, il en sera tout aussi incapable dans ses loisirs. L'effort qu'il fait pour sa distraction est parfois aussi grand que pour son travail, et il a encore l'impression de lutter contre la montre, au point "de ne pas avoir le temps" de faire beaucoup de choses. Souvent il est passif, et se contente de subir. N'ayant pas été éduqué pour les loisirs, il dépend largement des moyens de diffusion et de la publicité pour trouver les moyens de passer le temps, et il peut se sentir contraint à la consommation de distractions tout autant qu'à celle d'autres produits.

"... Trop souvent la jouissance des loisirs n'est ni spontanée, ni active, ni créatrice et elle n'apporte aucune satisfaction profonde ..." 17/

17/ Herbert J. Muller, The Children of Frankenstein. A Primer on Modern Technology and Human Values, Bloomington et Londres, 1970, pp. 335-336.

III. LES PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE ET LE DROIT A L'EGALITE

50. Le premier paragraphe de l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme se lit comme suit :

"Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamées dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation."

51. L'un des droits énoncés dans la Déclaration universelle étant celui de chacun à "participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent" (article 27 (1)), des problèmes d'égalité se posent entre les peuples des différentes parties du monde. Certains de ces problèmes ont été examinés lors du séminaire sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique qui s'est tenu à Vienne (Autriche), du 19 juin au 1er juillet 1972 et dont l'ordre du jour comportait, entre autres, un point sur les conséquences des progrès récents de la science et de la technique sur les peuples et les nations, en ce qui concerne plus particulièrement les pays en développement 1/.

Selon des renseignements communiqués par l'UNESCO, en partie aux fins de la présente étude, l'article 27 (1) de la Déclaration universelle s'applique particulièrement aux pays en développement. A propos des activités qu'elle poursuit en application des dispositions de l'article 27 (1), l'UNESCO écrit : "Il s'agit, d'autre part, de l'élaboration de mesures visant à faciliter l'accès des pays en voie de développement à la science et à la technologie moderne" 2/.

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique, "les pays en voie de développement, pour un certain nombre de raisons techniques et économiques, représentent une part proportionnellement très faible de la capacité nucléaire installée totale; en 1980, par exemple, cette part sera de 7 % seulement" 3/.

52. Un séminaire des Nations Unies sur les effets des progrès de la science et de la technique sur la condition de la femme s'est tenu du 5 au 18 août 1969 à Iasi (Roumanie) 4/.

53. Un rapport du Secrétaire général sur la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles, ainsi que les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation des progrès de la science et de la technique, a été publié sous la cote A/10146.

1/ ST/TAO/HR/45, par. 93 à 113.

2/ Voir E/CN.4/1196.

3/ E/CN.4/1083, annexe.

4/ ST/TAO/HR/37.

54. La question de l'égalité de traitement est posée dans les parties du rapport du Secrétaire général consacrées à la protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie (E/CN.4/1172 et additifs); ce rapport traite i) de la question de savoir si des techniques médicales avancées devraient être appliquées à certains malades pour prolonger leur vie alors que le coût de ces techniques réduit l'ampleur des soins médicaux moins spécialisés ou des autres avantages sociaux pouvant être accordés au plus grand nombre; 5/ ii) des critères à appliquer pour choisir les bénéficiaires éventuels des techniques médicales avancées de prolongation de la vie, ainsi que les receveurs d'organes disponibles pour une greffe quand ces organes sont rares 6/; iii) de la manière dont les soins médicaux doivent être répartis dans les pays ou les régions qui ont déjà atteint ou sont sur le point d'atteindre le point où l'économie ne permet pas d'offrir à chaque malade la possibilité de bénéficier de toute la gamme des traitements médicaux existants 7/.

55. L'un des membres du Groupe d'experts a souligné que le maintien en vie des personnes âgées peut être très coûteux et que les ressources mobilisées à cet effet le sont au détriment d'autres personnes, notamment des pauvres. Un autre membre a déclaré que certains pays, qui viennent d'accéder à l'indépendance ne sont même pas en mesure à l'heure actuelle d'assurer le fonctionnement de services médicaux conformes au modèle qui leur a été légué par les puissances métropolitaines. Il se pose donc un problème crucial, pressant et douloureux : les pays doivent-ils offrir des soins complets à un grand nombre de personnes ou bien se doter d'instituts d'hémodialyse rénale et de chirurgie cardiovasculaire spécialisés, par exemple ? Doivent-ils négliger les besoins médicaux dans les zones rurales et favoriser un secteur particulier de la population au détriment d'un autre ? Qu'est-ce qui constitue un luxe ou, en revanche, un droit de l'homme élémentaire ?

5/ E/CN.4/1172/Add.1, par. 304 à 324.

6/ E/CN.4/1172/Add.1, par. 325 à 353.

7/ E/CN.4/1172/Add.1, par. 354 à 376.

IV. LES PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE ET
LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES

1. Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

56. 1. L'article 3 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne".

57. 2. Il a été reconnu que la plupart des dispositifs de surveillance dont le Secrétaire général fait état dans son rapport eu égard à leurs effets sur le droit à la vie privée peuvent avoir des utilisations inoffensives ou même bénéfiques 1/; sous réserve de garanties appropriées, ils pourraient être utilisés légitimement dans la prévention des crimes et la répression pour protéger le droit à la vie et la sûreté des personnes. D'autres dispositifs ou techniques qui ne semblent pas menacer la vie privée des individus, y compris le contrôle par radar de la vitesse des véhicules, ont également été jugés utiles.

58. Une grande partie de ce qui a été dit plus haut aux paragraphes 34 à 36 à propos du problème du consentement s'applique également au cas qui nous préoccupe ici. En outre, les aspects ci-après du droit à la vie et à la sûreté des personnes ont été traités dans le rapport sur la protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie : la question du risque encouru par les donneurs vivants lors des greffes d'organes, compte tenu des avantages escomptés de chaque opération 2/; le droit à la vie dans les opérations de greffe lorsque le donneur ne peut survivre au prélèvement de l'organe greffé, eu égard aux nouvelles définitions médicales de la mort qui ont été proposées 3/; le droit d'un enfant à la vie par opposition au fardeau supporté par celui qui est atteint d'une malformation génétique, compte tenu des progrès du diagnostic et de la consultation génétiques 4/; les mesures nécessaires pour protéger la santé, la sécurité et la vie des malades qui sont exposés à l'emploi de dispositifs électriques, électroniques, mécaniques et autres à l'occasion du diagnostic ou du traitement thérapeutique 5/; enfin, la question extrêmement délicate de savoir s'il y a un point au-delà duquel l'application de méthodes intensives pour maintenir en vie des malades incurables ou très âgés n'est pas justifiée 6/.

1/ E/CN.4/1116, par. 25 et 114 à 118.

2/ E/CN.4/1172/Add.1, par. 113 à 139.

3/ E/CN.4/1172/Add.1, par. 214 à 244.

4/ E/CN.4/1172/Add.3, par. 126 à 139.

5/ E/CN.4/1172/Add.1, par. 438 à 439, et E/CN.4/1172/Add.3, par. 146 à 182.

6/ Voir E/CN.4/1172/Add.1, par. 377 à 402. Voir également plus haut par. 33, et plus loin, par. 133.

59. Les discussions du Groupe ont porté sur le droit à la vie des donneurs d'organes lors d'une greffe à laquelle ils ne peuvent survivre, dans le cadre d'une discussion plus générale sur la dignité de la personne humaine au moment où on peut dire que la mort est survenue. Il a été souligné qu'il y a différents degrés dans la mort : mort des cellules, mort des tissus, mort des organes et mort totale; ces aspects ne sont pas inséparables mais, sur le plan de la dignité, de l'intégrité et de l'intégralité de l'individu, on doit établir entre eux une grande distinction. Toute personne perd chaque jour un grand nombre de cellules; les cellules sanguines meurent par millions et d'autres cellules meurent en se détachant des tissus de la bouche et des intestins; ce phénomène ne constitue pas la mort totale. Au niveau du système nerveux, plusieurs centaines de milliers de cellules meurent tous les jours et le vieillissement est dû, entre autres, au fait que chez le vieillard les cellules cérébrales actives du point de vue neurologique sont moins nombreuses que chez un sujet jeune. Ceci n'affecte pas la dignité, l'intégrité, la personnalité ou la conscience de l'individu. Au niveau des tissus, on peut perdre un grand morceau de peau et le remplacer; il peut repousser et sa perte ne signifie pas la mort de l'individu. Dans la médecine ancienne, on établissait une nette distinction entre les organes vitaux et ceux qui n'étaient pas considérés comme vitaux. La perte d'un organe vital entraînait la mort de l'être humain dans son intégralité. Le concept d'organe vital s'est modifié peu à peu, car on s'est rendu compte qu'après tout un rein n'est pas un organe vital. Même lorsqu'un individu perd les deux reins on peut les remplacer par une greffe ou (du moins pour un temps) par un appareil. Compte tenu des progrès considérables réalisés dans le domaine des organes artificiels, il sera peut-être possible d'ici peu de greffer un rein, un coeur ou un pancréas artificiels et de permettre ainsi à l'individu de continuer d'exister. L'individu en question ne perdra pas nécessairement conscience de son moi, de son intégrité ou de sa dignité. C'est pourquoi on considère désormais que l'arrêt des fonctions cérébrales est équivalent à la mort totale de ce qui fait l'individu et sa dignité. Par conséquent, si - en se fondant sur les meilleurs critères que les médecins puissent établir - l'arrêt du cerveau était confirmé, alors même que le coeur continuerait de battre et les poumons d'oxygéner le sang à l'aide de moyens mécaniques, il n'y avait aucune raison de dire que l'individu n'est pas mort en ce sens qu'il aurait perdu son individualité, sa personnalité et ses facultés mentales. Dès lors, ne serait-il pas permis en cas de besoin de prélever sur ce corps certains organes : un oeil, un rein ou le coeur, par exemple ?

2. Article 5

60. L'article 5 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".

61. L'observation de ce droit inclut la protection de l'individu contre des expériences injustifiées ^{7/}. Il convient de rappeler que l'article correspondant (7) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques reprend le texte de l'article de la Déclaration, avec l'addition des termes suivants : "En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique".

^{7/} E/CN.4/1072/Add.2, par. 535 à 539, et E/CN.4/1072/Add.3, par. 183 à 267 et 280.

3. Article 10 et article 11, paragraphe 1)

62. L'article 10 et le paragraphe 1) de l'article 11 de la Déclaration universelle se lisent comme suit :

Article 10

"Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle".

Article 11

"1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées".

63. La question se pose de savoir si l'immixtion dans la vie privée par des moyens d'écoute et des dispositifs d'enregistrement ou par certains tests psychologiques et physiques pratiqués dans le cadre d'une action judiciaire ne conduit pas à la violation des garanties existantes contre l'auto-accusation qui représente un aspect du droit à un procès équitable visé dans les dispositions susmentionnées de la Déclaration universelle et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont l'article 14 dispose (par. 3) que, dans la détermination d'une accusation criminelle portée contre elle, toute personne a le droit de jouir de certaines garanties minimales, y compris celui de ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable 8/".

64. L'automatisation de fichiers personnels a aussi été considérée comme ayant un impact spécifique sur ce qu'on appelle dans le système juridique anglo-américain la tradition de procédure régulière, puisque les informations contenues dans ces dossiers sont prises en considération pour déterminer les droits, les avantages ou les obligations de l'individu 9/. L'utilisation de fichiers nominatifs automatisés peut avoir des conséquences négatives pour les droits de l'homme tenant à l'inexactitude et au caractère périmé des données, à l'accès aux données et à leur communication, à l'accumulation de données et au personnel chargé de la tenue des fichiers. Une seule de ces conséquences négatives pourrait avoir une influence défavorable sur les droits de l'homme définis plus haut. C'est ainsi que la présence d'inexactitudes dans le fichier personnel, dues par exemple, à l'utilisation de l'informatique, pourrait porter atteinte au droit d'une personne à un procès équitable et public si le renseignement automatisé était utilisé comme élément de preuve devant les tribunaux 10/.

8/ E/CN.4/1116, par. 50 à 52 et 221.

9/ E/CN.4/1142, par. 65, 70 et 111 à 117.

10/ E/CN.4/1142, par. 70 et 312 à 314.

4. Article 12

65. L'article 12 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes."

66. Le Secrétaire général a établi un rapport sur le respect de la vie privée des individus et de l'intégrité et de la souveraineté des nations face au progrès des techniques d'enregistrement et autres 11/. Les répercussions des progrès récents de la science et de la technique sur le droit à la vie privée ont également été examinées lors du séminaire susmentionné qui s'est tenu à Vienne en 1972 12/.

67. Les atteintes à la vie privée au moyen de méthodes modernes de surveillance auditive et visuelle peuvent, dans certaines conditions, violer les garanties contre les immixtions arbitraires dans la famille, le domicile - y compris dans certains pays l'obligation pour les agents des pouvoirs publics d'être munis d'un mandat judiciaire ou d'une autre autorisation avant de pouvoir perquisitionner un domicile ou saisir certains objets précis - et le secret de la correspondance - notamment par l'enregistrement des conversations téléphoniques, ainsi que les garanties contre les atteintes à l'honneur et à la réputation 13/.

68. L'utilisation de fichiers nominatifs automatisés peut porter préjudice au droit à la vie privée de la façon suivante a) en rassemblant et en centralisant dans un seul lieu un plus grand nombre de données concernant la vie privée de l'individu, b) en portant ces informations à la connaissance d'un nombre plus grand de personnes que celles en faveur desquelles l'intéressé a donné son consentement ou auxquelles il a pensé lorsqu'il a fourni ces renseignements, nuisant ainsi à leur caractère confidentiel 14/.

69. La vie privée et la dignité de l'individu interviennent dans la question de la publicité donnée à l'identité du receveur ou du donneur en cas de greffe d'organe 15/. L'insémination artificielle 16/ et l'utilisation de données génétiques obtenues par les méthodes modernes de diagnostic génétique 17/ soulèvent la question du caractère confidentiel de certaines informations et du droit à la vie privée des conjoints.

11/ E/CN.4/1116 et Corr.1, Add. 1 à 4 et Add.3/Corr.1.

12/ ST/TAO/HR/45, par. 26 et 27.

13/ E/CN.4/1116, par. 50 à 52.

14/ E/CN.4/1142, par. 64, 70 et 118 à 120.

15/ E/CN.4/1172/Add.1, par. 271 à 290.

16/ E/CN.4/1172, par. 29, 49, 50 et 85.

17/ E/CN.4/1172/Add.3, par. 57 à 68.

70. En examinant le problème des droits de l'homme et des banques de données automatisées, le Groupe s'est penché essentiellement sur la question de l'utilisation de banques de données pour le stockage et l'exploitation de renseignements de caractère médical concernant les individus. Des réserves ont été formulées quant au bien-fondé du secret absolu en ce qui concerne les renseignements stockés dans les banques de données. Le fait qu'une personne ne possède pas un casier judiciaire vierge ne saurait être considéré, a-t-on fait valoir, comme un renseignement de caractère privé ne devant pas être communiqué à des organismes autres que ceux qui ont rassemblé les renseignements au départ. S'il ressort du dossier médical d'un candidat à une haute fonction politique que l'intéressé est atteint d'une instabilité mentale grave ou d'une maladie évolutive, un tel renseignement ne revêt pas un caractère privé ou personnel et ne doit donc pas être tenu au secret. Un autre problème d'ordre humain se pose lorsqu'un futur conjoint désire savoir si celui ou celle qu'il va épouser est porteur d'une maladie, car s'il l'est lui aussi, cela peut poser des problèmes médicaux pour leurs enfants. Y a-t-il, en l'occurrence, obligation de dévoiler cette information au futur conjoint ? Certains juges ont estimé que non. En outre, depuis que l'on soupçonne qu'en cas de raréfaction de l'oxygène (en haute altitude par exemple) une personne atteinte d'anémie falciforme récessive éprouve des difficultés et, dans certains cas des troubles fonctionnels, certaines compagnies aériennes ont décidé de ne pas employer comme pilote, co-pilote ou même steward, des personnes présentant cette caractéristique génétique. Par ailleurs, on a fait observer lors des débats que, dans certaines communautés, les personnes de race noire ont protesté contre cette pratique qui, selon elles, constitue une sorte de stigmatisation les empêchant d'accéder à un emploi intéressant, car cette maladie se rencontre plus fréquemment parmi les personnes d'origine africaine; en conséquence on a réduit l'éventail des renseignements de cet ordre que les compagnies aériennes peuvent se procurer auprès des banques de données médicales. La question s'est également posée de savoir si les renseignements de cette nature doivent être communiqués aux compagnies d'assurance sur la vie, du fait que certaines d'entre elles pénalisent les intéressés, exigeant d'eux des primes d'assurance vie plus élevées, alors qu'en général, l'espérance de vie est dans leur cas parfaitement normale. Il faut donc trouver un compromis entre le droit de l'individu à sauvegarder le caractère privé de certains renseignements et la nécessité pour la société de pouvoir évaluer ce que sera probablement l'activité future d'un individu et la mesure dans laquelle elle peut compter sur lui.

71. On peut aussi considérer que certaines des questions mentionnées plus loin aux paragraphes 72 à 75 au sujet du droit de fonder une famille sont à prendre en considération lorsqu'il s'agit du droit d'une personne à ne pas être victime d'immixtions arbitraires dans sa vie familiale.

5. Article 16, paragraphe 1

72. Le paragraphe 1 de l'article 16 de la Déclaration universelle se lit en partie comme suit :

"1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille..."

73. Un gouvernement a exprimé l'opinion que l'insémination artificielle peut être compatible avec le droit de fonder une famille 18/.

74. A propos du droit de fonder une famille et du "fardeau génétique" qu'impose à l'humanité le fait qu'un nombre croissant de personnes souffrant de maladies génétiquement transmissibles peuvent être maintenues en vie jusqu'à ce qu'elles soient en âge de procréer, on a évoqué la possibilité de stériliser les personnes susceptibles de donner naissance à des enfants handicapés ou de leur interdire le mariage 19/. Quant aux incidences sur les droits de l'homme du diagnostic génétique prénatal et des consultations de génétique, on a examiné des questions concernant notamment les droits des parents face aux droits de la société 20/, leur droit à procréer face au fardeau qui pèse sur un enfant affligé d'une tare génétique 21/, et l'absence apparente de toute obligation juridique pour une personne trouvée porteuse d'un gène anormal de révéler ce fait à son conjoint ou à son futur conjoint 22/.

75. Dans son exposé cité plus haut au paragraphe 4, le Groupe recommande (par. 6) de mieux définir les devoirs de l'individu envers la communauté et les droits des générations futures. Ainsi, il ressort de ce texte que, de l'avis du Groupe, la crise de l'accroissement démographique dans le monde doit amener à restreindre d'une manière quelconque le droit de l'individu à la procréation, et que le droit de l'enfant à naître physiquement et mentalement sain l'emporte sur le droit des parents à la procréation. Lors des discussions du Groupe, l'opinion a été exprimée que la teneur du paragraphe 1 de l'article 16 de la Déclaration universelle n'est plus actuelle, compte tenu de la situation démographique d'aujourd'hui; l'accélération de l'accroissement démographique fait certainement peser une plus grande menace 23/ de nos jours qu'en 1948, lorsque la Déclaration universelle a été adoptée. Il a été suggéré d'ajouter éventuellement dans cet article une limite maximale au nombre des enfants que peut avoir un couple marié. Parmi les mesures qui permettraient éventuellement de limiter l'accroissement démographique, on a évoqué la possibilité de prélever une taxe spéciale sur les familles nombreuses. Par ailleurs, un membre du Groupe a fait observer que l'aptitude des parents à élever leurs enfants doit être prise en considération, tandis que, de l'avis d'un autre membre, le fait de fonder sur une telle approche la politique démographique pourrait être considéré par certains groupes minoritaires comme un génocide. Il a été reconnu que l'évolution de la pensée sur cette question n'a pas encore permis de dégager une notion précise susceptible d'être formulée en termes simples et de se substituer facilement au principe énoncé dans la Déclaration universelle.

18/ E/CN.4/1172, par. 18. Voir également par. 27, 30, 36 à 40 et 55 du présent document.

19/ E/CN.4/1172/Add.3, par. 31 à 50.

20/ Ibid., par. 60, 64 et 104 à 125.

21/ Ibid., par. 126 à 139.

22/ Ibid., par. 58.

23/ Voir plus loin par. 131 à 136.

Le Groupe a été d'avis que le Secrétariat de l'ONU et tout le système des Nations Unies, y compris les institutions spécialisées, devraient se pencher sur ce problème en tenant compte des intérêts de l'individu, de l'Etat (ou de la communauté nationale représentée par l'Etat) et de l'espèce.

6. Article 17, paragraphe 1

76. Le paragraphe 1 de l'article 17 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété."

77. Ce qui est dit plus haut au paragraphe 57 concernant la prévention et la répression du crime au sujet du droit à la vie et du droit à la sûreté de la personne s'applique également au droit de propriété.

78. Des questions se posent en ce qui concerne le droit des enfants nés d'une insémination artificielle à ce qu'il soit subvenu à leurs besoins, ainsi que leur droit à héritage 24/.

7. Article 18

79. L'article 18 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites."

80. Il peut être porté atteinte au droit à la liberté de pensée, de conscience ou de religion en cas d'immixtion dans la vie privée au moyen de dispositifs modernes de surveillance ou en cas d'examen psychologique ou physiologique exploité à des fins non médicales 25/.

81. Il y a lieu de citer ici une déclaration du Directeur général de l'UNESCO prononcée en 1973 :

"13. [Un] facteur dont l'action s'exerce à l'encontre de la préservation des valeurs culturelles est l'affaissement général de l'importance accordée aux réalités spirituelles. Le mouvement a pris naissance dans les pays industrialisés, mais il tend à se généraliser avec l'adoption sans discernement et

24/ E/CN.4/1172, par. 94 à 97 et 99 à 102.

25/ E/CN.4/1116, par. 50 à 52 et 221.

adaptation suffisants par les pays en voie de développement des modèles de développement des pays industrialisés. Ce modèle est caractérisé par une priorité excessive accordée aux composantes économiques d'un processus qui pour mériter pleinement le nom de développement doit englober la totalité des besoins, des capacités et des aspirations de l'homme. Il en est résulté des sociétés où la poursuite de la croissance, de la production et de la consommation tend à primer toutes autres préoccupations. On recherche avant tout le pouvoir, le confort ou la jouissance. C'est cette déformation qui est au principe des mauvaises utilisations de la science et de la technologie. En quant à la culture, outre qu'une telle atmosphère ne peut à la longue qu'avilir son inspiration créatrice ou la rejeter vers la contestation systématique, ses produits même les plus authentiques sont récupérés dans le circuit économique où leur valeur commerciale, obéissant à des considérations pour une bonne part extra-esthétiques, occulte en quelque sorte leur valeur et leur fonction culturelles. Pensons par exemple au commerce des oeuvres d'art; combien n'y a-t-il pas de tableaux enfouis dans les ténèbres des coffres-forts des banques ?

14. La culture partage ainsi le sort commun de tout ce qui ne peut se réaliser qu'à la faveur d'une certaine distance maintenue en l'homme entre le sujet et l'agent. Cette distance qui repousse, ne fût-ce que d'un instant, mais parfois de toute une vie, la conquête pratique du réel (laquelle est, au vrai, fuite à peine déguisée de soi, semence de l'humain perdue dans l'univers); ce peut être le détachement de la contemplation, le recul de la réflexion critique, le rejet de l'ascèse morale ou religieuse, l'envol de la création artistique, la pure étendue de l'objectivité scientifique : c'est proprement l'espace spirituel. Là où cet espace n'existe pas, l'esprit ne peut vivre et l'homme ne domine plus son destin. Il n'y a plus pour lui de valeurs, il n'y a plus que des machines; à la limite, il est lui-même machine : machine à épuiser sa vie.

15. Or, c'est précisément parce que la civilisation industrielle réduit de plus en plus l'espace spirituel que cette civilisation est actuellement mise en question, notamment dans la jeunesse. Quelque jugement qu'on puisse porter sur ses manifestations, il faut bien comprendre que cette mise en question, qui conduit suivant les tempéraments tantôt à la contestation, tantôt à l'évasion, est dans son principe d'ordre essentiellement culturel. C'est un réflexe de préservation de la dimension culturelle de la vie." 26/

8. Article 19

82. L'article 19 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit."

83. Il peut être porté atteinte au droit à la liberté d'opinion et d'expression en cas d'immixtion dans la vie privée au moyen de dispositifs modernes de surveillance ou en cas d'examen psychologique ou physiologique exploité à des fins non médicales 27/.

84. Par ailleurs, du fait qu'il s'étend au droit de chercher, de recevoir et de répandre les informations, ce droit s'est trouvé favorisé aussi par de nombreux progrès techniques récents, notamment dans le domaine des moyens d'information. Cette question est abordée dans deux rapports établis par l'UNESCO 28/. Lors du séminaire qui s'est tenu à Vienne en 1972 et dont il est fait état plus haut, on a étudié les effets des progrès réalisés dans le domaine des moyens d'information sur le droit d'avoir un gouvernement démocratique 29/. Dans un rapport sur les conséquences des techniques électroniques de communication pour les droits de l'homme 30/, le Secrétaire général décrit à la fois les avantages et les problèmes que ces techniques entraînent pour les droits de l'homme, y compris le problème de "la surcharge d'information", c'est-à-dire de la capacité de la téléinformatique de fournir au demandeur beaucoup plus d'informations - souvent sans intérêt - qu'il n'en peut absorber ou utiliser dans le temps dont il dispose, d'où la nécessité de choisir d'avance le type d'informations à transmettre 31/.

85. Un membre du Groupe a appelé l'attention sur le texte de l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui limite l'application des dispositions de l'article 19 dudit Pacte (les paragraphes 1 et 2 de l'article 19 du Pacte correspondent de très près aux dispositions de l'article 19 de la Déclaration universelle) :

- "1. Toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi.
2. Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi."

27/ E/CN.4/1116, par. 50 à 52.

28/ E/CN.4/1144, par. 45 à 57 et 221; A/9227.

29/ ST/TAO/HR/45, par. 28.

30/ E/CN.4/1142/Add.2.

31/ E/CN.4/1142/Add.2, par. 49.

9. Article 20, paragraphe 1

86. Le paragraphe 1 de l'article 20 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques."

87. Il peut être porté atteinte au droit à la liberté de réunion et d'association en cas d'immixtion dans la vie privée au moyen de dispositifs modernes de surveillance ou en cas d'examen psychologique et physiologique exploité à des fins non médicales 32/.

10. Article 21

88. L'article 21 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

"2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

"3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote."

89. Le séminaire susmentionné tenu à Vienne (Autriche) en 1972 a permis d'étudier les effets des progrès récents de la science et de la technique sur le droit d'avoir un gouvernement démocratique 33/.

90. A l'origine de bien des études sur les dispositifs et des procédures de surveillance 34/, l'usage d'examens psychologiques et physiologiques lors des procédures pénales 35/, l'informatique 36/, les techniques de suggestion subliminale 37/, les substances psychotropes 38/ et les expériences et l'expérimentation 39/, on trouve la crainte que le pouvoir ne soit monopolisé par des technocrates.

32/ E/CN.4/1116, par. 50 à 52.

33/ ST/TAO/HR/45, par. 28 à 32.

34/ E/CN.4/1116, par. 124.

35/ E/CN.4/1028/Add.1, par. 132 et E/CN.4/1116, par. 233.

36/ E/CN.4/1142/Add.1, par. 56 et 64 à 72.

37/ E/CN.4/1142/Add.2, par. 55 à 57.

38/ La possibilité d'utiliser des drogues ou d'autres substances comme moyen de domination politique a été évoquée dans le document E/CN.4/1172/Add.2 (par. 516, 518 et 523 à 526).

39/ E/CN.4/1172/Add.3, par. 186 et 187.

Cette éventualité devient d'autant plus inquiétante que l'individu moyen, et même celui qui prend part à la direction des affaires publiques, éprouve une difficulté croissante à comprendre les progrès de la science et de la technique 40/. Dans une communication de la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales utilisée aux fins de la présente étude, on peut lire ce qui suit :

"Il n'est pas rare qu'à deux savants ou deux techniciens de spécialités différentes il manque le moyen de communiquer l'un avec l'autre. Si cette incapacité à communiquer à l'intérieur d'un même milieu fort restreint continue de s'étendre à la communication entre les savants et les techniciens, d'une part, et la grande masse du public, de l'autre, nous risquons d'en arriver à un point où le monde sera dominé par une élite de techniciens que le peuple suivra aveuglément faute d'avoir les connaissances voulues pour manifester son opposition avec une autorité quelconque.

"Dans le domaine technique, la communication devrait s'instaurer d'abord sur le plan de l'éducation populaire. Il faut inciter les savants et les techniciens à formuler leurs idées dans un langage simple, accessible aux hommes et aux femmes ordinaires et à leurs enfants. On peut y parvenir grâce à l'école, à l'éducation des adultes, à des programmes éducatifs radiodiffusés et télévisés et à la publication d'articles dans des journaux et des périodiques" 41/.

91. Outre cette éventualité de voir les technocrates monopoliser le pouvoir, il existe aussi le danger sur lequel le Gouvernement thaïlandais a appelé l'attention, à savoir que "de nouveaux [progrès] de la science et de la technique ... pourraient servir à renforcer l'autorité de l'Etat au point de favoriser fâcheusement un mode de gouvernement de plus en plus absolu et répressif. Les droits et les libertés des individus pourraient s'en trouver réduits" 42/.

40/ E/CN.4/1142/Add.1, par. 44 à 46, 56 et 64 à 73.

41/ Renseignements communiqués le 13 mai 1969.

42/ Renseignements communiqués le 29 juillet 1975.

V. LES PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
ET LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

1. Article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

92. L'article 23 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts."

93. Le Secrétaire général a établi un rapport sur les effets des progrès récents de la science et de la technique sur le droit au travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à un salaire égal pour un travail égal, ainsi que sur le droit de fonder des syndicats et de s'affilier à des syndicats 1/. Le séminaire susmentionné (Vienne, Autriche, 1972) a examiné les effets des progrès récents de la science et de la technique sur le droit au travail 2/.

94. Un expert correspondant insiste sur l'importance du "climat" de travail et sur la disposition des travailleurs à comprendre les objectifs de l'entreprise et à coopérer en vue de leur réalisation. Il ajoute que, d'après l'expérience acquise, nombre de préjugés, d'opinions et d'attitudes des travailleurs ne peuvent s'expliquer de façon logique, dans la mesure où la plupart des traumatismes et des obsessions de l'individu - remontant à l'enfance ou dues à une modification du milieu - ne lui permettent pas d'avoir un jugement objectif.

2. Article 24

95. L'article 24 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques."

96. Les effets des progrès de la science et de la technique sur le droit au repos et aux loisirs ont été étudiés dans un rapport du Secrétaire général 3/ et lors du Séminaire tenu à Vienne (Autriche) en 1972 4/.

1/ E/CN.4/1116, par. 12 à 102.

2/ ST/TAO/HR/45, par. 33 à 39.

3/ E/CN.4/1141, par. 10 à 22.

4/ ST/TAO/HR/45, par. 40 à 42.

3. Article 25

97. L'article 25 de la Déclaration universelle se lit comme suit :

"1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale."

98. Le Secrétaire général a établi des rapports sur les effets des progrès récents de la science et de la technique sur le droit à un niveau de vie suffisant pour assurer la santé et le bien-être, y compris le droit à l'alimentation 5/, à l'habillement 6/ et au logement 7/ ainsi que sur le droit à la sécurité sociale 8/.

99. Le Séminaire tenu à Vienne (Autriche) en 1972 a étudié les effets des progrès récents de la science et de la technique sur le droit à l'alimentation 9/ et à la santé 10/. Parmi les additifs alimentaires étudiés dans un document du Secrétaire général figurent les produits de conservation qui permettent d'accroître la quantité et la qualité des aliments disponibles pour la consommation 11/.

100. On favorise le droit à la santé en protégeant le public contre les effets néfastes des produits chimiques utilisés dans la production, la transformation, le conditionnement et la conservation des produits alimentaires 12/.

5/ E/CN.4/1084, par. 12 à 57.

6/ E/CN.4/1084, par. 58 à 89.

7/ E/CN.4/1115, par. 103 à 124.

8/ E/CN.4/1141, par. 23 à 28.

9/ ST/TAO/HR/45, par. 51 à 53.

10/ Ibid., par. 43 à 50.

11/ E/CN.4/1172/Add.3, par. 272 à 274 et par. 277.

12/ E/CN.4/1172/Add.2, par. 540 à 542, et E/CN.4/1172/Add.3, par. 268 à 308.

101. Au cours des débats du Groupe, on a souligné l'intérêt que présentent les banques de données informatiques pour le stockage et l'exploitation d'informations médicales concernant les individus, mais il a été reconnu que l'utilisation de banques de données à cet effet posait en général les mêmes problèmes, notamment du point de vue de la confidentialité, que lorsqu'on les utilise à d'autres fins 13/. Le cas des personnes équipées d'un régulateur cardiaque est un exemple de l'utilité de ces banques. Si l'appareil se dérègle, le médecin soignant aura besoin de connaître les antécédents médicaux pertinents. Dans ce cas, le malade conserve néanmoins trois droits, selon un membre du Groupe : premièrement, le droit de décider si des informations doivent être placées dans la banque de données; deuxièmement, le droit de savoir quels types d'informations seront stockées dans la banque, ainsi que celui de vérifier ces informations; troisièmement, le droit de participer aux décisions concernant l'utilisation éventuelle des informations.

102. Pendant les débats du Groupe, l'avis a été exprimé qu'il faudrait donner la priorité, au moment de décider de la répartition des crédits et du personnel affectés à la recherche médicale, aux recherches qui touchent de préférence aux maladies douloureuses, prolongées et qui entraînent une dégénérescence (cancer) plutôt qu'à des affections débouchant sur une mort relativement rapide et sans douleur (maladies cardio-vasculaires).

103. La question du droit aux soins médicaux se pose à propos des droits post-opératoires d'un donneur d'organe vivant ou de quiconque fait l'objet d'un traitement expérimental - sur le plan médical ainsi que des droits post-opératoires du donneur d'organe, le cas échéant, par rapport à la personne qui a bénéficié de la greffe 14/.

104. C'est le droit à la santé qui est en jeu dans la prolifération récente de médicaments nouveaux et l'augmentation de la consommation de médicaments 15/, ainsi que dans le problème du contrôle de l'utilisation des substances psychotropes, dans la mesure où elles peuvent être bénéfiques 16/.

105. Des problèmes médicaux complexes se posent à propos du "fardeau génétique" imposé à l'humanité du fait qu'un nombre croissant de personnes souffrant de maladies génétiquement transmissibles peuvent être maintenues en vie jusqu'à l'âge de procréer 17/. Les consultations et diagnostic génétiques prénatals, s'ils offrent de grandes possibilités d'améliorer la santé de l'humanité, soulèvent également des problèmes délicats 18/.

13/ Voir plus haut, par. 68 et 70.

14/ E/CN.4/1172/Add.1, par. 291 à 303.

15/ E/CN.4/1172/Add.2, par. 440 à 485.

16/ E/CN.4/1172/Add.2, par. 486 à 512.

17/ E/CN.4/1172/Add.3, par. 3 à 51.

18/ E/CN.4/1172/Add.1, par. 435 à 437, et E/CN.4/1172/Add.3, par. 52 à 145.

106. L'essor des voyages aériens pose des problèmes de santé; on peut assister par exemple à la propagation rapide dans le monde entier d'une épidémie de grippe provoquée par des virus nouveaux avant qu'on ait eu le temps de mettre au point un remède efficace 19/. On a également évoqué les conséquences parfois néfastes de l'automatisation sur la santé 20/.

107. En ce qui concerne les dispositions énoncées à la deuxième phrase du paragraphe 2 de l'article 25 de la Déclaration universelle (cité plus haut au par. 97), il faut ajouter que dans un rapport consacré à la protection de la personnalité humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie, le Secrétaire général étudie le problème de la légitimité des enfants conçus par insémination artificielle. 21/

4. Article 26, paragraphes 1 et 2 et article 27

108. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 26 et l'article 27 de la Déclaration universelle se lisent comme suit :

"Article 26

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

...

"Article 27

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur".

109. L'UNESCO a étudié les effets des progrès de la science et de la technique sur les droits énoncés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 26 et à l'article 27 de la Déclaration universelle 22/, ainsi que le problème de la préservation et du

19/ Voir par exemple Brian Macgraith, "Jet-borne diseases" (Maladies propagées par les voyages aériens), Santé du Monde, OMS, octobre 1971, p. 20 à 25 de l'anglais.

20/ E/CN.4/1115, par. 61 à 64.

21/ E/CN.4/1172, par. 72 et 81 à 93.

22/ E/CN.4/1144 et E/CN.4/1196.

développement des valeurs culturelles compte tenu des progrès récents de la science et de la technique 23/.

110. Lors du séminaire déjà mentionné, qui s'est tenu à Vienne (Autriche), on a examiné les effets des progrès récents de la science et de la technique sur le droit à l'éducation et à la culture 24/.

111. Au paragraphe 3 de l'exposé mentionné plus haut (par. 4), le Groupe a en fait préconisé l'harmonisation de l'enseignement de la science et de celui des autres disciplines. Le Groupe a affirmé qu'il fallait procéder à une révision approfondie de l'enseignement à tous les niveaux pour qu'il y ait équilibre entre la science et la technique et les autres activités humaines. La science et la technique doivent être enseignées comme s'inscrivant dans le cadre du progrès de l'humanité et non pas seulement comme des facteurs éventuels du bouleversement de la société ou de la dépersonnalisation de la vie des individus. Il est indispensable de bien comprendre la science et ses incidences sur la société pour aborder comme il convient les problèmes de la civilisation en évolution.

112. Un membre du Groupe a déclaré que le vrai problème était peut-être la méfiance qu'éprouvent certains à l'égard d'une élite intellectuelle d'hommes de science et de savants coupée de la masse des citoyens relativement ignorante de la science, et non l'opposition entre progrès intellectuel et progrès scientifique. Dans les pays en développement, 90 % de la population entrent dans cette catégorie.

113. Le Groupe a convenu que tout mécanisme national d'évaluation des techniques 25/ devrait avoir notamment pour rôle d'assurer la diffusion générale des renseignements sous une forme accessible à la population pour permettre à celle-ci de prendre conscience des problèmes examinés et des décisions prises par ce mécanisme. Les rapports établis dans le cadre de ce mécanisme devraient être rendus publics et non établis simplement à l'intention des gouvernements ou des corps législatifs. Le Groupe a aussi estimé que le rôle d'un mécanisme international d'évaluation des techniques 26/ est notamment d'assurer la diffusion des renseignements à l'échelon mondial afin que tous, sans exception, prennent conscience du fait que les problèmes qui se posent dans ce domaine dépassent l'intérêt personnel des individus ou des nations.

114. A ce propos, il convient de mentionner, comme l'a fait l'un des experts correspondant, la thèse de Lord Snow selon laquelle un homme moderne, pleinement instruit doit avoir une certaine connaissance à la fois des notions comme la complémentarité, l'entropie et la double hélice et des grandes oeuvres de la littérature, de l'art, de la musique, de l'histoire et de la philosophie 27/. Le même expert poursuit :

23/ A/9227 et E/CN.4/1083, annexe.

24/ ST/TAO/HR/45, par. 54 à 61.

25/ Voir plus loin, par. 170 à 188.

26/ Voir plus loin, par. 213 à 230.

27/ C.P. Snow, The Two Cultures and a Second Look, Cambridge University Press (1964).

L'examen réfléchi des problèmes concernant la science et la technique est rendu difficile par le fait qu'une grande partie de la population dans la société occidentale a une connaissance beaucoup trop insuffisante de ces problèmes. Il y a un énorme fossé entre l'homme de science et le profane, même instruit ... La responsabilité en incombe aux hommes de science eux-mêmes, du moins en partie. Ils sont souvent emportés par leur ardeur au travail au point qu'ils ne trouvent ni le temps ni la possibilité d'expliquer au public ce qu'ils cherchent à faire, et pourquoi. De nos jours, la recherche scientifique est une activité coûteuse, financée en grande partie par les fonds publics. Il est du devoir des hommes de science de présenter leurs travaux en restant à un niveau qui permette à la population de les comprendre ...

De nombreux problèmes concernant la science et la technique ... exigent des décisions politiques. Dans une société démocratique, les décisions doivent être prises à la suite d'un débat général documenté. Dans un tel débat, il faut que les participants aient les connaissances scientifiques de base suffisantes pour bien comprendre l'importance des différentes solutions. Il y a encore beaucoup d'ignorance et de malentendus dans la population de nombreux pays en ce qui concerne la nature de la science et la méthode scientifique, l'orientation et les incidences des nouvelles découvertes scientifiques, et les avantages et les risques associés à l'application des nouvelles techniques. Sur le plan social, les hommes de science et les ingénieurs ont le devoir d'assurer la vulgarisation de leurs travaux et de leurs effets probables et d'en tenir le public informé. La science n'a pas encore la place qui lui revient dans le système d'enseignement de nombreux pays et, de ce fait, elle n'est pas reconnue comme faisant partie de la culture générale. Il faut s'attacher à mettre au point des cours à l'intention de ceux qui ont déjà une expérience, ainsi que des programmes de recyclage, à apprendre à la population à bien utiliser ses loisirs et à faire accepter l'idée que l'éducation doit durer toute la vie pour préparer à la vie dans le genre de société que les progrès de la science et de la technique rendent possible."

115. L'UNESCO a proposé les solutions suivantes :

"37. La communauté internationale pourrait mener campagne pour inciter les Etats à affecter un certain pourcentage des crédits qu'ils allouent aux programmes de recherches, à des études de sciences sociales sur les conditions et aspects socio-culturels des applications de la science et de la technologie, et à tenir le public régulièrement informé des progrès de la recherche et de ses conséquences pour qu'il puisse en débattre du point de vue social et moral ...

38. Il faudrait élargir la formation des hommes de science et des ingénieurs et techniciens. Actuellement leur formation éthique et esthétique est sinon inexistante du moins fort réduite. Or, si l'insertion de l'éthique ne pose pas nécessairement de problèmes, on peut se demander comment articuler l'exigence esthétique à celles d'une technicité inspirée comme c'est le cas dans nos sociétés industrielles par des préoccupations essentiellement utilitaires. Il importe cependant de s'y efforcer, ne serait-ce que pour compenser

précisément cet utilitarisme excessif. Il y va de l'équilibre de la personne humaine du savant. Et, après tout, la poursuite de la vérité requiert un dévouement non moins "gratuit" que celui dont vit le culte de la beauté." 28/

116. Un expert correspondant a écrit ce qui suit :

"Il y a eu ... une énorme poussée de criminalité dans certains pays, de nouveaux conflits religieux et raciaux ont éclaté, les guerres de notre siècle ont dévasté de nombreuses parties du monde et la coexistence entre l'individu et les groupes sociaux ne s'est pas améliorée par rapport au passé. Il nous faut admettre, sans pour autant devenir pessimistes, que le progrès moral de l'humanité ne va pas de pair avec celui de la science et de la technique, ni avec celui de l'éducation et de la culture de la société.

...

... L'énorme écart entre les capacités techniques de l'homme et son indolence morale et spirituelle peut être nuisible, voire fatal, à l'humanité.

...

Non seulement la profonde opposition entre, d'une part, les réalisations de la science et de la technique et l'industrie en développement et, d'autre part, l'aspect moral de la vie humaine doit être contrecarrée par l'amélioration de l'éducation et de la culture des masses, mais encore elle oblige à humaniser la science et la technique.

La spécialisation accrue dans le domaine de la science et de la technique doit aller de pair avec une formation humaniste et une attitude sociale des spécialistes, ingénieurs et techniciens face aux procédés de production. L'expérience de la Pologne et d'autres pays socialistes dans ce domaine montre qu'il faut absolument donner aux étudiants des écoles et collèges techniques, outre la formation professionnelle qui leur est indispensable, la possibilité de connaître les problèmes socio-politiques fondamentaux, la psychologie et même, dans une certaine mesure, l'histoire. Ce n'est pas seulement une question d'information : il s'agit aussi d'inculquer à la nouvelle génération d'ingénieurs et de techniciens une attitude humaniste, face aux phénomènes et aux processus sociaux qui les entourent.

...

L'équilibre entre le progrès technique et matériel de l'humanité et son progrès moral et intellectuel ne peut être atteint que si l'infiltration de la technique dans la vie spirituelle de l'homme s'accompagne de l'humanisation de la recherche scientifique et technique et des spécialistes dans ce domaine."

117. En 1973, le Directeur général de l'UNESCO écrivait ce qui suit au sujet de la démocratisation de la culture :

"35. ... Lorsque la rationalisation scientifique et technique du travail et l'uniformisation de l'habitat dépersonnalisent l'individu, la culture c'est, pour chacun, retrouver son identité, sa capacité de créer et d'exprimer. Lorsque les nouveaux systèmes de communication de masse soumettent l'individu à un déferlement d'informations indistinctes et le transforment en un spectateur passif, la culture c'est, pour chacun, le moyen de se situer dans le monde, d'apprécier l'événement et de réagir. Lorsque la course à la consommation fait de l'individu un être conditionné, la culture, c'est, pour chacun, le moyen de choisir, de refuser tout asservissement, de préférer la réflexion au réflexe. Lorsque l'urbanisation coupe l'individu de ses racines et de ses traditions, la culture c'est de pouvoir renouer avec son patrimoine propre, tout en accédant à l'héritage culturel de l'humanité. Enfin, lorsque l'homme se demande ce qu'il fait sur terre, la culture c'est ce qui peut l'orienter dans la recherche d'une réponse.

36. Dans cette perspective, il n'y a plus de place pour une conception élitiste de la culture. Pas plus qu'elle ne se réduit à des moments précieux, la culture n'est l'apanage d'une minorité privilégiée.

...

39. La démocratisation de la culture est une conséquence, ou plutôt un aspect primordial de la notion de développement culturel. Celui-ci, en effet, repose sur la reconnaissance du droit à la participation à la vie culturelle comme un droit essentiel de l'homme et il n'a d'autre but que d'en promouvoir et faciliter la mise en oeuvre effective dans des conditions optimales. Ce droit trouva sa première expression dans l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ...

41. Dès l'instant, en effet, que l'accès ou mieux encore la participation à la vie culturelle sont reconnus comme constituant un droit de l'homme que chaque membre d'une collectivité constituée peut revendiquer pour lui-même, il s'ensuit nécessairement que les responsables de cette collectivité ont le devoir de réaliser dans toute la mesure de leurs possibilités les conditions favorables à l'exercice effectif de ce droit. La promotion de la vie culturelle de la nation rentre ainsi dans le cadre des fonctions de l'Etat moderne ... Face à des problèmes de justice - je veux dire de satisfaction des droits de l'homme -, qui sont aussi des problèmes de masse et donc font intervenir des considérations de ressources et d'organisation sur une vaste échelle, les gouvernements doivent avoir une politique culturelle comme ils ont une politique économique, une politique sociale, une politique fiscale, une politique de l'éducation, de la science, etc.

43. Mais que l'on nous comprenne bien. Il ne s'agit nullement pour l'Etat de déterminer le contenu de la culture, ni de se prononcer sur la valeur des différentes manifestations et productions par où elle s'exprime, et encore moins d'orienter, voire contraindre la création.... La vie culturelle exige la liberté de recherche, de critique, d'invention, d'expression, de communication. Et si nous élargissons les fonctions de l'Etat jusqu'au développement culturel, ce n'est pas pour asservir la spontanéité de celui-ci aux impératifs de celui-là; c'est, au contraire, pour faire servir les immenses ressources et le pouvoir omniprésent du premier au dynamisme du second et à la plus large participation possible de la population à ses réalisations. Une politique culturelle digne de ce nom ne consiste pas à fabriquer une culture d'Etat, mais, bien à l'opposé, à favoriser l'épanouissement des valeurs et des aspirations culturelles de la communauté en leur féconde diversité pour en inspirer l'action de l'Etat dans tous les domaines." 29/

118. Le Directeur général de l'UNESCO ajoutait les observations suivantes concernant la relation entre la culture et l'environnement de l'homme 30/.

"60. ... La dégradation de l'environnement naturel et, plus encore, l'aliénation d'une partie croissante de la population, dans les pays industrialisés, par rapport à cet environnement constituent des atteintes directes, qui peuvent être très graves, à la culture même. Quelle notion de la pureté l'homme peut-il concevoir, si l'air qu'il respire, la rivière où il se baigne, le ciel qu'il contemple, si les éléments de sa vie la plus instinctive ne lui en fournissent pas d'abord une impression spontanée ? Quels secrets pourra-t-il écouter en lui-même si le silence extérieur lui est refusé ? Comment se recueillir dans le tumulte ? Comment se trouver dans l'agitation d'un mouvement désordonné ? Et vers quelles découvertes faire route hors de soi, quels émerveillements espérer dans un monde où tant d'espèces animales sont en voie de disparition, où la végétation s'éloigne de plus en plus de nos demeures, où l'homme est de plus en plus confronté avec les produits et les marques de son oppressante présence ?" 31/

119. Dans sa contribution au présent rapport, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait un certain nombre d'observations concernant les droits des auteurs et l'encouragement de l'esprit créateur, notamment les suivantes :

29/ A/9227, partie A, par. 35 à 43.

30/ A propos des droits de l'homme et de l'environnement, voir aussi plus loin, par. 123 à 130.

31/ A/9227, partie A, par. 60.

"Le progrès scientifique et technique accroît le besoin social d'une instruction de masse (instruction générale) et de l'élévation du niveau de culture de la population en même temps qu'il multiplie les possibilités techniques de répondre à ces besoins (moyens d'information de masse (presse) et de reproduction, cinéma, télévision, enregistrements sur bandes, etc.). En Union soviétique, la volonté d'assurer à chacun l'accès aux connaissances et aux richesses culturelles n'entre pas en conflit avec les intérêts des auteurs des oeuvres littéraires, scientifiques et artistiques ou des organisations utilisant ces oeuvres pour l'édition, l'exécution, la transmission sur les ondes, etc. Les organisations utilisatrices soviétiques ne se donnent pas pour but d'encaisser des bénéfices. Les maisons d'édition, les théâtres, les organisations cinématographiques sont exploités sur la base de l'auto-financement (recettes propres couvrant tous les coûts, selon le système du "khozrastchiot"), mais leur activité commerciale est régie par les prix fixés ou limités par l'Etat. Les maisons d'édition et les théâtres qui utilisent des langues nationales régionales et ne bénéficient par conséquent que d'un faible rayon de diffusion reçoivent une aide financière appropriée. Cette organisation des activités créatrices permet de maintenir des prix bas et accessibles à toutes les couches de la population pour les livres, tout particulièrement pour les manuels, ainsi que pour les billets de théâtre et de cinéma et pour les disques. L'adoption de cette politique et de cette pratique a constitué l'un des principaux moyens d'assurer, dans les délais historiques les plus brefs, la liquidation de l'arriération culturelle héritée du régime tsariste, ce qui est tout particulièrement le cas pour les nationalités numériquement faibles d'un pays plurinational, dont certaines ne possédaient même pas leur propre littérature avant la Révolution.

En même temps, la législation soviétique en matière de droits d'auteur permet de protéger pleinement tant les droits personnels que les droits de propriété des auteurs des oeuvres lorsque leur diffusion est accrue grâce aux **nouveaux** moyens techniques. La législation soviétique, qui est basée sur le principe de la conciliation des intérêts des auteurs avec ceux de la collectivité, facilite la diffusion massive des oeuvres par l'utilisation des nouveaux moyens techniques. En particulier, l'autorisation de l'auteur n'est pas exigée pour l'utilisation d'une oeuvre précédemment publiée et sa reproduction par les voies du cinéma, de la radio et de la télévision, dans les journaux et les revues, par enregistrement sur disques ou par exécution publique. Cela ne s'applique toutefois pas à la transformation ou au remaniement d'une oeuvre et à sa traduction (sauf par des journaux). Le droit à une rémunération est maintenu dans certains cas (exécution publique, reproduction sur disques) et les redevances dues en ce cas sont fixées par l'Etat. Dans d'autres cas, notamment lors d'une transmission par radio ou par télévision, l'auteur trouve une compensation dans l'accroissement de la popularité de ses oeuvres ainsi que de l'ampleur et de la fréquence de leur exécution.

Le système d'une rémunération réglementée des auteurs s'applique en fait dans l'URSS pour n'importe quelle forme d'utilisation, y compris l'édition, ce qui assure une récompense élevée et garantie des activités créatrices.

Dans sa volonté d'élargir la coopération culturelle avec tous les pays du monde, l'Union soviétique a adhéré, en 1973, à la Convention universelle sur le droit d'auteur dont les diverses clauses permettent d'élargir les échanges internationaux des produits de l'activité créatrice.

.....

Le droit soviétique contemporain part de l'idée que le progrès technique et la formulation de nouvelles propositions techniques dépendent de la promotion des activités créatrices des larges masses de travailleurs. Pour assurer ce processus de promotion on a recours au principe de l'intéressement moral et matériel. On accorde à cet effet à l'auteur d'une proposition, et à lui uniquement, le droit à un encouragement moral et matériel spécial, qui est intransmissible et inaliénable. Les éléments d'encouragement moral comprennent le droit pour l'auteur de revendiquer la paternité d'une invention ou d'une création, le droit de donner à celle-ci son propre nom ou une appellation spéciale choisie par lui et le droit d'obtenir un insigne spécial. Divers autres droits et avantages sont assurés aux inventeurs et aux rationalisateurs. Des titres honorifiques sont conférés par l'Etat aux inventeurs et aux rationalisateurs particulièrement méritants. Au nombre des éléments de l'encouragement matériel, il convient de mentionner avant tout le droit à une rémunération, dont le montant est fixé en fonction de l'utilité que l'exploitation de l'invention ou du projet de rationalisation ont eue pour la collectivité." 32/

32/ Renseignements communiqués par le Gouvernement de l'URSS le
29 août 1975.

VI. DE QUELQUES PROBLEMES PARTICULIERS LIES AU
PROGRES SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

1. Respect de l'intégrité des nations face aux progrès des techniques
d'enregistrement et autres

120. Le Secrétaire général a publié un rapport sur le respect de l'intégrité des nations face aux progrès des techniques d'enregistrement et autres 1/. Au cours du débat de la Troisième Commission de l'Assemblée générale sur le point de savoir s'il convenait d'effectuer une étude à ce sujet, quelques représentants ont souligné que les nations jeunes connaissent "les dangers que la science contemporaine peut faire courir à leur culture, et [désirent] conserver leurs valeurs traditionnelles", ajoutant que l'utilisation incontrôlée des nouveaux dispositifs et des nouvelles techniques issus du progrès constitue une menace particulièrement grave "pour les peuples des pays en développement, qui ne disposent pas des moyens de défense nécessaires". D'autres délégations ont fait valoir que la notion de "vie privée nationale" n'avait aucun rapport avec la vie privée des individus et que l'espionnage, photographique ou autre, n'avait rien à voir avec la question des droits de l'homme. D'autres délégations ont rétorqué que la protection de l'Etat contre "les ingérences étrangères de caractère technique" était une question directement liée à celle des droits de l'homme, et qu'il serait difficile d'assurer à la population d'un pays l'exercice de ses droits de l'homme si on ne la protégeait pas contre de telles ingérences 2/. Au cours d'un débat ultérieur, il a été indiqué qu'au niveau international, les activités des réseaux d'espionnage font souvent appel aux inventions les plus élaborées - cela en violation des principes du droit international - et qu'elles constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales 3/.

121. Dans son rapport, le Secrétaire général s'est attaché particulièrement à exposer à cet égard les implications de l'emploi des satellites d'observation et de télécommunication, ainsi que les effets que pourraient avoir dans l'avenir des programmes directement diffusés par satellite.

122. Le Directeur général de l'UNESCO a signalé que les frontières nationales, même celles qui sont soumises aux contrôles politiques ou économiques les plus rigoureux, ont cessé d'être imperméables à la pénétration des cultures étrangères avec le développement des télécommunications électroniques, et notamment l'avènement des télécommunications par satellite. Face à ces possibilités techniques d'envahissement illimité, pour le pire comme pour le meilleur, les cultures nationales dominantes de tous les pays se trouvent dans la même situation que les cultures minoritaires de ces pays par rapport aux cultures dominantes. On voit déjà s'ébaucher un mouvement

1/ E/CN.4/1116/Add.3 et Add.3/Corr.1. Voir également E/CN.4/1142/Add.2, par. 52-53.

2/ Ibid., par. 1

3/ A/C.3/SR.2137.

qui cherche à dégager dans un système de notions et de pratiques adopté par la communauté internationale les principes régulateurs des courants de diffusion et d'échanges d'informations qui assureront en même temps que la fécondité des contacts interculturels la préservation de la diversité des cultures 4/.

2. Détérioration de l'environnement

123. La détérioration de l'environnement due au progrès scientifique et technologique est un effet secondaire, considéré encore récemment comme inévitable, de l'action de l'homme sur son milieu, action indispensable à l'exercice du droit de toute personne "à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille", proclamé à l'alinéa 1) de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Or, la menace que cette détérioration commence à faire peser sur les droits de l'homme suscite une inquiétude croissante dans de nombreux secteurs de la société, notamment dans certains pays à forte densité de population. Le problème est d'autant plus grave que certains progrès de la technologie sont extrêmement rapides et que leurs effets secondaires néfastes sur le milieu sont souvent imprévisibles. L'examen de ce problème trouve sa place dans la présente étude à divers titres : i) la détérioration du milieu menace le droit à la vie proclamé à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ii) elle est contraire au paragraphe 1) de l'article 25 de la Déclaration, aux termes duquel "toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation", et iii) elle porte atteinte, pour des millions d'individus, au droit à jouir de l'existence, droit implicitement reconnu au paragraphe 1) de l'article 25 de la Déclaration universelle, où il est question d'un niveau de vie suffisant, ainsi que dans le préambule de cet instrument, où il est fait mention de la reconnaissance de la dignité de la personne humaine.

124. On trouvera ci-après un résumé de certains aspects pertinents de la détérioration de l'environnement :

i) La pollution de l'air due aux activités industrielles, à la circulation, au chauffage domestique et à d'autres facteurs constitue une menace pour la santé et même pour la vie. Les explosions nucléaires, qu'elles soient effectuées à des fins pacifiques ou autres, et les expériences relatives à des méthodes de guerre biologiques et chimiques mettent également en danger la santé et la vie;

ii) L'augmentation du bruit dans le milieu urbain provoque des dommages psychologiques et physiques et entraîne une détérioration générale des conditions de vie; cette situation est due notamment à l'augmentation du trafic aérien, aux transports supersoniques avec le "brouhaha sonique" qui les accompagne, à l'accroissement de la circulation routière et aux activités de démolition et de construction;

4/ A/9227, par. 24. Voir également les renseignements fournis par l'UNESCO qui sont reproduits dans la section II a) de l'annexe au document E/CN.4/1083 et dans le document E/CN.4/1144, par. 56.

iii) L'accumulation excessive des déchets et l'insuffisance des systèmes ainsi que les risques présentés par l'élimination des déchets d'origine nucléaire mettent la santé en danger, empêchent l'homme de jouir pleinement des agréments de la vie et menacent les réserves en matières premières essentielles;

iv) Les réserves alimentaires du monde sont compromises par divers facteurs qui empêchent également dans une certaine mesure l'humanité de jouir de divers agéments, comme la simple beauté du paysage, sur le plan visuel. On peut citer parmi ces facteurs l'érosion et d'autres formes de détérioration des sols; la pollution des eaux par les égouts, les déchets industriels, les engrais et insecticides chimiques entraînés par les eaux et la pollution thermique; d'autres effets secondaires néfastes des insecticides et d'autres biocides, des engrais chimiques et des détergents synthétiques, ainsi que le danger accru de la pollution du littoral par le pétrole provenant des forages effectués au large des côtes et par l'utilisation de pétroliers à plus grande capacité qui causent d'importants dommages en cas de naufrage. Des substances toxiques pénètrent dans les chaînes alimentaires. En outre, dans sa communication destinée au présent rapport, la FAO indique que les techniques appliquées par quelques-uns avec une apparente impunité deviennent parfois une menace pour les systèmes écologiques indispensables à l'homme, lorsqu'elles sont employées largement, sans contrôle approprié et au mépris des besoins de tous. On peut citer comme exemples 2) l'abaissement du niveau des eaux souterraines et la pénétration d'eau salée dans les nappes d'eau douce par suite de l'exploitation incontrôlée de ces ressources naturelles 5) la création incontrôlée de points d'eau dans des zones semi-arides, ce qui aboutit à la destruction définitive des pâturages soumis à une surexploitation.

125. Certains de ces dangers concernent dans une certaine mesure l'humanité tout entière. D'autres sont essentiellement des problèmes de la vie urbaine. L'accroissement démographique et l'accélération de l'urbanisation aggravent certains des dangers qui ont été mentionnés. En outre, on a attiré l'attention sur le fait que l'individu risque de perdre son identité dans les villes et conurbations gigantesques et que sa stabilité psychologique y est menacée par la surpopulation.

126. Un membre du Groupe a fait valoir l'importance du facteur temps dans la lutte contre la détérioration de l'environnement. La pollution des ressources naturelles en eau douce, par exemple, était largement réversible, mais devait être combattue à temps. Par contre, la destruction de la couche d'ozone dans l'atmosphère était irréversible. La menace d'extinction qui pesait de plus en plus sur certaines espèces animales en raison dans une grande mesure des progrès technologiques, devait être combattue si l'on voulait préserver l'équilibre du milieu naturel et la richesse du patrimoine culturel de l'homme.

127. Un correspondant a signalé qu'une opinion différente avait été émise par Mme Indira Gandhi lorsqu'elle avait dit devant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, à Stockholm, en 1972 : "Les pays riches peuvent considérer le développement comme la cause de la destruction de l'environnement, mais nous, nous y voyons l'un des principaux moyens d'améliorer l'environnement pour y vivre, de fournir des aliments, de l'eau, des installations sanitaires, des logements, de rendre les déserts verdoyants et les montagnes habitables".

128. Le caractère international des problèmes d'environnement a été évoqué à la fois par les membres du Groupe et par les correspondants. L'un de ces derniers a écrit : "Si les générations précédentes ont eu à faire face à des problèmes de pollution et de pénurie, c'était sur le plan local. Les problèmes de notre temps ne se posent pas à la même échelle. La pollution de l'air en Grande-Bretagne et en Europe occidentale affecte de vastes régions de la Scandinavie. La pollution du Rhin en Allemagne atteint la Hollande ...". Un autre correspondant a rappelé que l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé à Helsinki le 1er août 1975, affirme dans son préambule : "que la protection et l'amélioration de l'environnement ainsi que la protection de la nature et l'utilisation rationnelle de ses ressources, dans l'intérêt des générations présentes et futures, sont une des tâches d'importance majeure pour le bien-être des peuples et le développement économique de tous les pays, et que beaucoup de problèmes d'environnement, particulièrement en Europe, ne peuvent être résolus de façon efficace que par une coopération internationale étroite" et, d'autre part, "qu'il ressort de l'expérience acquise que le développement économique et le progrès technique doivent être compatibles avec la protection de l'environnement et la préservation des valeurs historiques et culturelles; que l'adoption de mesures préventives constitue le meilleur moyen d'éviter les nuisances à l'environnement; et que l'équilibre écologique doit être sauvegardé lors de la mise en valeur et de la gestion des ressources naturelles." 5/

129. Une Conférence des Nations Unies sur l'environnement s'est tenue à Stockholm du 5 au 16 juin 1972. Elle a adopté une déclaration, un plan d'action et plusieurs résolutions 6/. En exécution d'une résolution sur les dispositions institutionnelles et financières et de la résolution 3004 (XXVII) de l'Assemblée générale, le secrétariat permanent du Programme des Nations Unies pour l'environnement a été établi à Nairobi (Kenya) 7/.

130. D'autres mesures internationales - y compris des accords internationaux - ainsi que des mesures nationales destinées à résoudre les problèmes mésologiques, sont exposées dans le rapport du Secrétaire général sur la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles et les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation des progrès de la science et de la technique 8/.

5/ Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, Acte final, Helsinki, 1975, document CSCE/CC/64.

6/ Voir A/CONF.48/14/Rev.1 (Publication des Nations Unies, No de vente : 73.II.A.14), première partie.

7/ Voir le rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Organisation, 16 juin 1973 - 15 juin 1974 (doc. A/9601), pp. 107 à 109.

8/ Voir document A/10146, par. 124-142.

3. L'explosion démographique

131. Le monde connaît actuellement une explosion démographique qui pose des problèmes d'une gravité croissante en ce qui concerne les besoins alimentaires, l'espace vital et les ressources économiques en général, de même que dans le domaine de l'enseignement et des services sociaux. Selon certains spécialistes, le surpeuplement des villes, résultant en partie de l'explosion démographique, est à l'origine de l'augmentation des troubles psychologiques. Les problèmes que suscite l'explosion démographique sont des effets secondaires de l'amélioration de l'état sanitaire, notamment de l'abaissement du taux de mortalité avant l'âge de procréation.

132. Les mesures nationales et internationales prises dans ce domaine ont été résumées dans le rapport du Secrétaire général sur la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles et les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation des progrès de la science et de la technique 9/. Parmi les faits récents, il convient de mentionner l'adoption d'un plan mondial d'action démographique par la Conférence mondiale de la population (Bucarest, 19-30 août 1974) 10/. Ce plan a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 3344 (XXIX), en date du 17 décembre 1974.

133. S'agissant expressément de l'explosion démographique, une question très délicate a été posée : "Est-il justifié de vouloir toujours sauver, à grands frais, un nombre croissant de victimes de maladies chroniques et incurables ? Le médecin qui a des rapports personnels et affectifs avec ses malades n'est peut-être pas très bien placé pour répondre à cette question" 11/. Le Groupe s'est penché sur un autre problème connexe mais plus vaste. Il a été dit que si la durée de vie de toute une population était prolongée de dix ans - par exemple de 70 ans à une moyenne de 80 ans - cela reviendrait à augmenter cette population d'un huitième. Si une population avait déjà atteint ou dépassé le niveau optimal de son adaptation à la quantité de ses ressources, compte tenu du niveau de ses moyens technologiques, ou si un pays s'efforçait simplement de stabiliser sa population, il lui fallait choisir entre la prolongation de la vie des personnes âgées et l'augmentation du nombre des naissances car, dans les deux cas, la population augmentait. Avait-on bien réfléchi à la question suivante : Que vaut-il mieux pour un pays ou pour une population donnée : avoir plus de personnes âgées ou plus de naissances ? Le moment approchait où il faudrait bien choisir. Opter pour une limitation des naissances serait contraire au paragraphe 1 de l'article 16 de la Déclaration universelle 12/. En outre, le fait de prolonger la vie des personnes ayant dépassé

9/ A/10146, par. 143-155.

10/ E/5585, première partie, section I.

11/ Sir John Bruce, professeur de chirurgie à l'Université d'Edimbourg, cité dans le document E/CN.4/1028/Add.3, par. 333.

12/ Voir paragraphe 72 ci-dessus.

l'âge normal où elles cessent toute activité au service de la société n'augmenterait nullement la productivité ni le dynamisme de cette société. Ces personnes constituaient une charge économique que seule pouvait supporter aisément une société disposant d'un excédent de biens et de services. De plus, on a fait valoir qu'en général, les personnes âgées à qui leur situation conférait puissance et prestige exerçaient une action conservatrice qui s'opposait à toute transformation dans la société. Il serait fort souhaitable que les recherches sur le vieillissement portent non pas uniquement sur la prolongation de la vie, mais aussi sur la préservation de la vigueur physique et mentale, ce qui permettrait aux personnes âgées de demeurer des membres heureux et productifs de la société; or, il semblait que cet aspect de la question ne retenait guère l'attention à l'heure actuelle et que peu de résultats étaient à enregistrer dans ce domaine. Sans doute, les personnes âgées étaient-elles moins aptes à assimiler les progrès rapides de la technologie. Dans un contexte plus général, l'idée a été émise que, puisque la mort était inévitable et qu'elle faisait partie du schéma biologique de la vie pour une espèce dont la reproduction était assurée par la sexualité, l'équilibre entre la durée de la vie et sa valeur pour la survie de l'espèce devait évoluer. D'une manière générale, la prolongation croissante de la vie au-delà de l'âge de fécondité a un caractère anti-évolutionniste et, du point de vue biologique, elle n'est profitable à l'espèce que si elle permet à l'espèce dans son ensemble de mieux s'adapter à son environnement. D'autre part, il a été souligné que les personnes âgées avaient droit à la vie et que beaucoup contribuaient à la vie de la communauté par l'apport non négligeable de leur expérience et de leurs directives.

134. Un membre du Groupe a fait observer que dans plusieurs parties du monde, notamment en Afrique, des populations entières étaient sous-alimentées et manquaient de protéines, élément le plus important de l'alimentation. Or, chacun savait que, dans une population sous-alimentée, le taux de reproduction augmentait, de sorte que la situation s'aggravait. Il s'ensuivait que, dans certaines parties d'Afrique l'espérance de vie était de 30 à 40 ans. En outre, si les enfants manquent de protéines leur cerveau se développe mal. Parvenus à l'âge adulte, ils ne sont pas en mesure de contribuer au développement culturel et social de leur pays qui, en conséquence, reste sous-développé. Il importait donc d'augmenter l'approvisionnement en protéines. La "révolution verte" n'avait pas résolu le problème de la sous-nutrition. Le pétrole pourrait fournir des protéines, mais les réserves n'étaient pas illimitées. Le plancton des océans constituait une source pour ainsi dire inépuisable de protéines. Le problème de l'espace disponible sur la terre n'en demeurait pas moins entier.

135. On a fait valoir que les pays ayant accédé récemment à l'indépendance voyaient dans les politiques visant à limiter la population qu'on leur demandait d'appliquer une nouvelle forme de colonialisme. En outre, on a signalé que la régulation des naissances est rejetée par une partie de la population car dans beaucoup de pays en voie de développement, les enfants représentent à la fois de la main-d'oeuvre (à défaut de mécanisation) et une sécurité sociale pour les parents dans leur vieillesse. Le Groupe a reconnu que c'était là un argument favorable au transfert des techniques et à la généralisation des plans de sécurité sociale.

136. Le Groupe est convenu que les organismes des Nations Unies devaient poursuivre l'étude de l'explosion démographique, compte tenu des travaux de la Conférence de Bucarest de 1974 et de la Conférence mondiale de l'année internationale de la femme qui a eu lieu à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975 13/.

4. La puissance destructrice croissante des armes modernes

137. On sait que la science et la technique modernes permettent de causer d'immenses souffrances et peut être même d'annihiler la race humaine, vu le pouvoir destructif des armes modernes. Cette situation constitue une menace pour tous les droits de l'homme. Elle peut provoquer la mort de non combattants, infliger des souffrances qui peuvent durer des années, et même atteindre l'intégrité physique des enfants à naître dont les futurs parents ont été contaminés 14/. En évoquant cette dernière menace, on pense surtout aux armes nucléaires. Indépendamment de l'emploi de celles-ci dans un conflit armé, les rayonnements nucléaires représentent un danger pour l'humanité (voir par. 141 à 146 ci-après).

138. Il convient aussi de signaler le rapport du Secrétaire général intitulé Les armes chimiques et bactériologiques (biologiques) et les effets de leur utilisation éventuelle (Publication des Nations Unies, No de vente : F.69.I.24) qui décrit notamment les effets que l'utilisation de ces armes peut avoir sur l'homme, à court et à long terme. Les dangers que présente l'utilisation de ces armes sont largement examinés. On prétend parfois que leur fabrication, leur entreposage et leur transport suffisent à mettre en danger la santé et la vie des hommes, en raison des effets extrêmement toxiques qu'auraient ces armes en cas d'accident.

139. Dans son rapport sur la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles et les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation des progrès de la science et de la technique, le Secrétaire général parle d'un certain nombre de traités qui ont pour but d'interdire la mise au point et l'emploi d'armes de destruction massive 15/. L'interdiction des armes de destruction massive a retenu tout particulièrement l'attention du Groupe qui a tenu à mentionner expressément certains des instruments internationaux visant déjà cet objectif et qui sont énumérés dans le rapport précité. Le Traité sur l'Antarctique de 1959 interdit les essais de tous les types d'armes, les explosions nucléaires et l'évacuation de déchets radioactifs sur le continent austral. En 1963, le danger de contamination mondiale par les retombées radioactives des essais de bombes nucléaires a entraîné la signature du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Il a été suivi en 1964 par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine qui a été signé par 21 pays latino-américains à Tlatelolco (Mexique). Les parties contractantes se sont engagées notamment à interdire et à empêcher sur leurs territoires respectifs : a) l'essai, l'emploi, la fabrication, la production ou l'acquisition, par quelque moyen que ce soit, de toute arme nucléaire, directement ou indirectement, b) la réception,

13/ Le rapport de la Conférence mondiale a été publié sous la cote E/CONF.66/34.

14/ Voir doc. E/CN.4/1028/Add.3, par. 334.

15/ Voir doc. A/10146, par. 156-171.

l'entreposage, l'installation, la mise en place ou la possession, sous quelque forme que ce soit, de toute arme nucléaire, directement ou indirectement. Le Traité de 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Traité de 1971 interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol contient des dispositions importantes visant à empêcher la dissémination des armes nucléaires. Aux traités susmentionnés il convient d'ajouter la Convention de 1971 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) et toxiques et sur leur destruction, par laquelle les signataires s'engagent à ne pas mettre au point, produire, stocker ou se procurer ou conserver de toute autre manière des agents microbiens ou autres agents biologiques ou toxines, sauf à des fins pacifiques déterminées, ou des armes, de l'équipement ou des vecteurs ayant pour objet de faciliter l'emploi de ces agents à des fins hostiles ou en cas de conflit armé. En 1972, par sa résolution 2936 (XXVII), l'Assemblée générale a proclamé, au nom des Etats Membres, leur renonciation à la menace ou à l'emploi de la force ainsi que l'interdiction permanente de l'utilisation des armes nucléaires; elle a en outre recommandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures appropriées en vue de donner plein effet à ladite proclamation.

140. Un correspondant écrit : "Tout au long de l'histoire écrite, les courses aux armements ont mené à la guerre. Jamais encore le monde n'avait connu une course aux armements comparable à celle d'aujourd'hui. Jamais encore les conséquences probables d'une guerre totale n'avaient été aussi redoutables. Tels sont les problèmes qui se posent et il ne fait pas de doute que leur ampleur est directement liée au développement et aux applications de la science et de la technologie".

5. Dangers dus aux rayonnements nucléaires

141. Par sa résolution 3226 (XXIX), en date du 12 novembre 1974, et dans bon nombre de ses résolutions précédentes, l'Assemblée générale s'est déclarée préoccupée par "les effets néfastes qui peuvent résulter, pour les générations actuelles et futures, des niveaux de rayonnement auxquels l'humanité est exposée".

142. Il existe de nombreuses publications, émanant à la fois des organismes des Nations Unies et d'autres sources, qui portent sur les dangers que présentent les rayonnements nucléaires. C'est ainsi que le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants a présenté des rapports à l'Assemblée générale en 1958, 1962, 1964, 1966, 1969-72 et en 1974 16/. Le Groupe a pris connaissance également de l'intérêt que l'OIT 17/ et l'OMS 18/ portent respectivement à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants et aux effets des rayonnements sur la santé.

16/ Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 17; dix-septième session, Supplément No 16; dix-neuvième session, Supplément No 14; vingt et unième session, Supplément No 14; vingt-quatrième session, Supplément No 13; et documents A/8078, A/8334, A/8725 et Corr. 1 et A/9632.

17/ Voir les documents E/CN.4/1028/Add.3/Corr.1, par. 338 et E/CN.4/1028/Add.6, par.56.

18/ Voir le document E/CN.4/1028/Add.3/Corr.1, par. 338.

143. Dans son rapport sur la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles et les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation des progrès de la science et de la technique, le Secrétaire général a parlé des mesures prises sur le plan international et national pour la protection contre les dangers découlant des rayonnements nucléaires 19/.

144. Un membre du Groupe a toutefois estimé que les traités existants en la matière n'étaient pas assez contraignants. Des centrales nucléaires étaient construites partout dans le monde et bientôt tous les pays pourraient se procurer du plutonium, dont l'utilisation était très difficile à contrôler. Les traités existants suffiraient peut-être à imposer un frein aux pays en développement, mais il faudrait par la suite prévoir d'autres moyens de contrôle.

145. Un autre membre du Groupe a fait observer que les dangers des rayonnements nucléaires portaient atteinte aux droits de l'homme à l'échelle internationale. A mesure que les centrales nucléaires, fonctionnant grâce à la fission, deviennent plus nombreuses dans le monde, le problème que posaient les déchets fortement radioactifs s'aggravait. Rien de bien efficace n'avait été fait jusqu'ici pour le résoudre sans risquer de contaminer les mers et les océans ou telle ou telle région d'un pays. Si les déchets continuaient de s'accumuler et n'étaient pas bien surveillés, leur menace s'étendrait à d'autres populations. Les mesures de sécurité prises dans les centrales nucléaires s'amélioreraient sans cesse, de sorte qu'une large diffusion de gaz radioactifs émanant accidentellement d'une centrale nucléaire risquait peu de se produire. Mais, pour un accident survenant dans une centrale nucléaire en fonctionnement, des douzaines d'accidents se produisaient au cours des transports de combustible vers les centrales ou des transports de déchets qui en étaient évacués, ou étaient causés par des fuites dans les dépôts de matières **fortement** radioactives. Il était difficile de circonscrire ces risques à l'intérieur des frontières d'un pays.

146. Un autre membre du Groupe a estimé que l'évacuation des déchets radioactifs dans l'espace extra-atmosphérique serait trop dangereuse pour qu'on s'y essaie, en raison des risques de mauvais fonctionnement des missiles qui seraient utilisés à cet effet. La fusion nucléaire (par opposition à la fission), si elle pouvait être mise au point pour la production d'énergie offrirait une bien plus grande sécurité.

19/ Voir le document A/10146, par. 172-179.